

COMPTE RENDU DE LA REVUE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE



-06 mois-

2^{ème} Trimestre 2019

CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

SITUATION GLOBALE

REALISATIONS SECTORIELLES

AVANT-PROPOS

La revue périodique de l'exécution budgétaire pour le deuxième trimestre 2019 met à la connaissance des dirigeants du pays, des citoyens et des Partenaires Techniques et Financiers la situation des finances publiques du pays durant la période sus citée.

Le présent rapport met en exergue les réalisations financières afférentes, les acquis en matière d'indicateurs prédéfinis à atteindre et les problèmes rencontrés par chaque Institution et chaque Ministère dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions respectives.

Durant le premier semestre, le paysage politique du pays a également été marqué par l'investiture des nouveaux députés à l'Assemblée Nationale. Par ailleurs, le contexte macroéconomique s'est amélioré avec un recul de l'inflation mesurée par le glissement annuel des Indices de Prix à la Consommation (5,9% contre 8,5% sur la même période de 2018) hormis les déficits de la balance globale (-39,2 Millions de DTS) et la dépréciation de la monnaie nationale face aux devises pivots (laquelle s'est reconfortée de 10,2% vis-à-vis du Dollar US et de 7,5% vis-à-vis du DTS). Par ailleurs, le pays a pu bénéficier des impacts induits par les mesures prises par le Gouvernement à travers la mise en place des Tsena Mora et des mesures de réduction des prix à la pompe des carburants.

La bonne récolte agricole a également induit un climat favorable conjugué avec la baisse des prix du riz sur le marché international. Pour ce qui est de la balance des paiements, la principale raison du déficit est la dégradation du solde des transactions courantes non compensée par l'augmentation du montant des opérations en capital.

Quant à la production, malgré la légère révision de 0,2 point, l'objectif de croissance soutenue reste réalisable au vu de la performance de 101% des recettes publiques pour financer les actions de développement.

Toutefois, la cadence en matière de dépenses budgétaires, et le taux d'engagement des dépenses pour le Budget Général s'élève seulement à 22,4%, dont 4,9% pour les investissements.

Ainsi, des mesures pour rattraper les retards, dus aux changements d'organigramme et aux procédures de passation de marché, ont été ainsi prises pour permettre l'atteinte des objectifs escomptés préalablement.

Force est de constater que les indicateurs atteints restent en-dessous des prévisions de départ car seulement 453 indicateurs atteints sur 1193, soit 38,0%, surtout au niveau du secteur social (21,9%) et le secteur infrastructure (22,6%).

L'Etat et les organismes publics doivent restés mobilisés pour mener à terme les réformes entamées par le Ministère de l'Economie et des Finances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Richard

RANDRIAMANDRATO Richard

SOMMAIRE

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	3
II. SITUATION GLOBALE.....	10
II.1 RECETTES.....	10
II.2 DEPENSES.....	12
II.3 MARCHES PUBLICS.....	17
II.4 SUIVI DE LA PERFORMANCE.....	19
III. REALISATIONS SECTORIELLES	21
III.1 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR INFRASTRUCTURE.....	21
III.2 REALISATION SECTORIELLES : SECTEUR SOCIAL.....	26
III.3 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR PRODUCTIF	30
III.4 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR ADMINISTRATIF	35
IV. SYNTHESE	51
V. ANNEXES	52

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHE 1: EVOLUTION EN % DES IPC, PAR ORIGINE	5
GRAPHE 2: EVOLUTION EN % DES IPC, PAR CATEGORIE DE PRODUITS	5
GRAPHE 3 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE (EN ARIARY) ENTRE JANVIER 2018 ET JUILLET 2019	8
GRAPHE 4 : EVOLUTION DE RECOUVREMENT DES RECETTES DURANT LES 2EMES TRIMESTRES DE 2018 ET 2019 (BUDGET GENERAL)	11
GRAPHE 5 : EVOLUTION DE LA SITUATION DES ENGAGEMENTS POUR TOUT FINANCEMENT CONFONDU AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2019 (1T 2019 ET 2T 2019).....	13
GRAPHE 6 : SITUATION DES DEPENSES ENGAGEES AU NIVEAU DE CHAQUE GRANDE RUBRIQUE DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2019 (TOUS FINANCEMENTS CONFONDUS).....	15
GRAPHE 7: SITUATION DES ENGAGEMENTS 2T 2018 SUR FINANCEMENT INTERNE.....	16
GRAPHE 8: MARCHES ACCORDES PAR LA CNM AU 2EME TRIMESTRE 2019.....	17

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: COMPARAISON DE LA SITUATION MONETAIRE AU 2T 2018 ET AU 2T 2019	6
TABLEAU 2: COMPARAISON DE LA BALANCE DE PAIEMENT AU 2T 2018 ET AU 2T 2019.....	7
TABLEAU 3 : COMPARAISON ENTRE LES PARITES DES PRINCIPALES DEVISES DU 2T 2018 ET 2T 2019.....	8
TABLEAU 4 : REALISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DURANT LE PREMIER SEMESTRE	10
TABLEAU 5 : REALISATION PAR NATURE DE DEPENSES AU COURS DU 1 ^{ER} ET 2 ^{EME} TRIMESTRE 2019.....	12
TABLEAU 6 : SITUATION GLOBALE DES MARCHES PUBLICS ACCORDES PAR LA CNM PENDANT LE 1 ^{ER} ET 2 ^{EME} TRIMESTRE 2019.....	18
TABLEAU 7: REALISATION GLOBALE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE PAR SECTEUR PENDANT LE 1 ^{ER} ET 2 ^{EME} TRIMESTRE 2019	19
TABLEAU 8 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR INFRASTRUCTURE.....	21
TABLEAU 9 : EVOLUTION DU RECOUVREMENT DES RECETTES DU SECTEUR INFRASTRUCTURE SUR LES 02 (DEUX) TRIMESTRES 2019	21
TABLEAU 10 : EVOLUTION AU 1ER TRIMESTRE 2019 ET 2EME TRIMESTRE 2019 DES ENGAGEMENTS DU SECTEUR INFRASTRUCTURE	23
TABLEAU 11 : EVOLUTION TRIMESTRIELLE DE LA REALISATION DES INDICATEURS DU SECTEUR SOCIAL.....	26
TABLEAU 12 : EVOLUTION AU 1 ^{ER} SEMESTRE 2019 DES ENGAGEMENTS DU SECTEUR SOCIAL	27
TABLEAU 13 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR PRODUCTIF	30
TABLEAU 14 : RECOUVREMENT DES RECETTES DU SECTEUR PRODUCTIF.....	31
TABLEAU 15 : EVOLUTION AUX 1 ^{ER} ET 2 ^{EME} TRIMESTRE 2019 DES ENGAGEMENTS DU SECTEUR PRODUCTIF.....	31
TABLEAU 16 : EVOLUTION DE LA REALISATION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS DU SECTEUR ADMINISTRATIF.....	35
TABLEAU 17 : EVOLUTION DE LA REALISATION DES RECETTES DU SECTEUR ADMINISTRATIF	36
TABLEAU 18 : EVOLUTION DES ENGAGEMENTS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2019 DU SECTEUR ADMINISTRATIF	37

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Evolution récente au niveau du secteur réel

Suivant le dynamisme observé au cours du premier semestre, l'objectif d'un taux de croissance économique fort est maintenu, même s'il reste en partie tributaire des prochaines réalisations au niveau du secteur public. Cette croissance économique pour l'année est révisée à 5,0% si initialement elle était prévue à 5,2%.

La production agricole a bénéficié d'une bonne pluviométrie au cours de la saison agricole, laquelle a été supérieure à la normale sur les parties Nord et Sud-Ouest de la Grande Île, et quasiment normales sur le reste du pays sauf sur certaines parties des hautes-terres. Le renforcement de la sécurité en milieu rurale, lequel figure parmi les priorités de l'Etat, a aussi eu des impacts positifs sur le secteur du réel. En particulier, une hausse a été observée au niveau de la production rizicole. Pour le cas de la Vanille, une plateforme régionale de concertation pour le pilotage de la filière en question s'est tenue au mois d'avril à Sambava dans le but de mettre en exergue l'importance de l'amélioration de la gestion de cette filière qui tient une place importante dans le développement économique du pays.

Au niveau du secteur secondaire, la création d'établissements formels a diminué de 35,9% par rapport aux six premiers mois de l'année 2018. Cette situation s'explique en partie par la faiblesse de l'épargne intérieure, et du manque de formation professionnelle des jeunes ainsi que de la lourdeur des procédures de création d'entreprises. Ce dernier facteur explique par ailleurs la prépondérance du secteur informel. La perdurance des délestages a également perturbé les industries, même si l'Etat a pris plusieurs mesures pour résoudre les problèmes de gestion au niveau de la JIRAMA. A cet effet, la production électrique a augmenté de 4,3% par rapport à la même période de janvier à juin en 2018. Le recours aux centrales thermiques a été nécessaire, avec une hausse de 15,9% de la production thermique. L'insuffisance et le vieillissement du stock de capital de cette société nationale pèsent en effet lourds pour la production. Cette situation est manifeste au niveau du volume de traitement d'eau réalisé lequel a diminué de 10,9%.

En ce qui concerne le secteur des services, le dynamisme observé au niveau de celui-ci a été mitigé. D'une part, le retard des réalisations d'infrastructures publiques s'est répercuté sur la demande au niveau du secteur des BTP. La prévision de croissance de la branche pour l'année reste toutefois élevée puisque l'Etat s'est engagé à poursuivre les travaux de réhabilitations routiers ; entre autres, il y a la réhabilitation et le bitumage du RN5A qui relie Ambilobe et Vohémar laquelle a débuté en second trimestre 2019. La réhabilitation des routes concerne aussi les routes d'Antananarivo, surtout les sorties sur les RN1, RN2, RN4 et RN7. D'autre part, une hausse significative des arrivées de touristes est observée pour les premiers six mois de l'année, avec un accroissement de 40,0%.

Indice des prix à la consommation

Sur le second trimestre 2019, l'inflation en termes de glissement annuel s'est élevée à 5,9%, contre 8,5% sur la même période de 2018, soit une baisse de 2,6 en points de pourcentage. Plusieurs facteurs, tant au niveau local qu'international, expliquent cette amélioration.

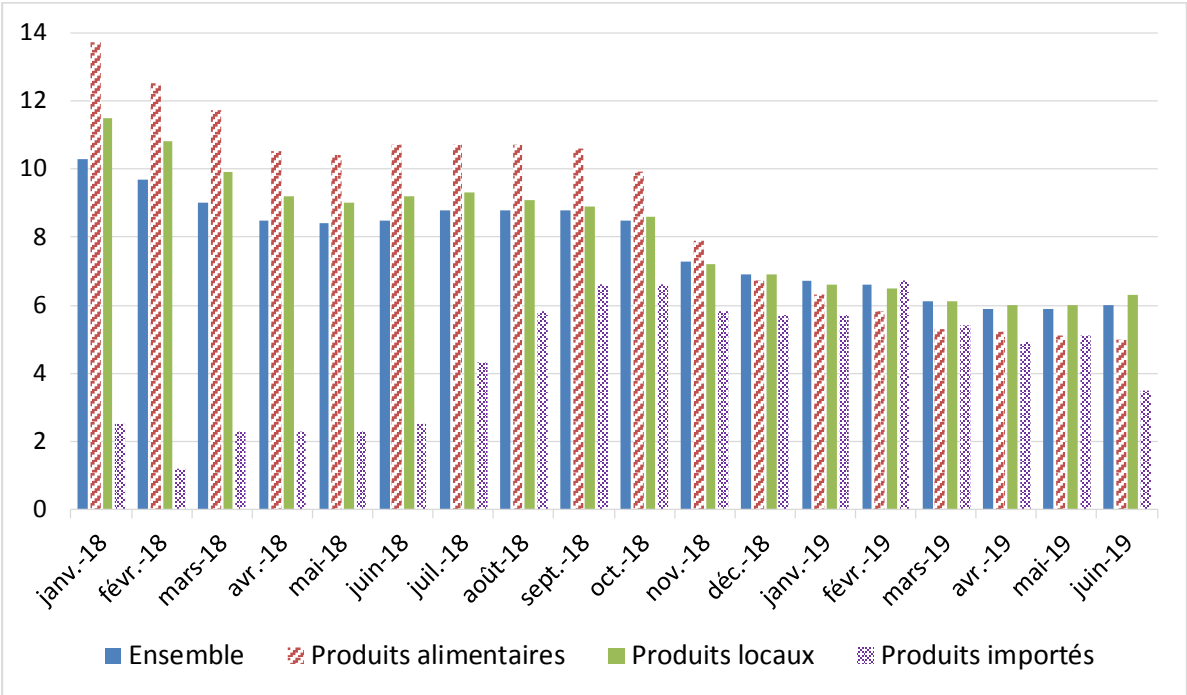
Tout d'abord, la maîtrise de la base monétaire par la BFM visant à stabiliser les prix intérieurs (baisse mensuelle continue de la base monétaire, qui est passée de 5 361 Milliards d'Ariary en janvier 2019 à 4 699 Milliards d'Ariary en juin 2019) a permis de réduire le taux d'inflation global, notamment au niveau des produits alimentaires et des produits locaux. Toutefois, le blocage des produits provenant de l'étranger au niveau de la douane, lié aux retards de nomination des responsables habilités, a engendré une hausse des prix des produits concernés.

Ensuite, les mesures conjoncturelles adoptées par l'Etat depuis le début de l'année ont impacté positivement sur le coût de la vie. En effet, plusieurs actions prioritaires cadrées avec la politique gouvernementale ont été orientées sur des stratégies de résorption des chocs de l'offre globale afin de stabiliser, voire de baisser, les prix de certaines catégories de produits sur le marché domestique telles que le logement, l'éducation, le riz, les PPN, le transport, la santé, etc. En particulier, les prix du Riz, des PPN et de l'Energie ont enregistré des baisses de respectivement 16,2 points, 10,8 points et 1,1 point entre les deux périodes de 2018 et 2019. Ces mesures concernent notamment la mise en place du Tsena Mora (dont le Vary Mora) pour le Riz et les PPN, et la baisse des prix des carburants négociés par le Gouvernement au cours du mois de juin (500 Ariary pour le pétrole, 150 Ariary pour le gasoil et 100 Ariary pour l'essence).

Enfin, hormis ces facteurs, Madagasikara a bénéficié de bonnes conditions climatiques, induisant une hausse de la production agricole, surtout du riz. En parallèle, le cours du riz sur le marché international avait diminué suite à l'accumulation de stocks en provenance d'Asie. Ainsi, l'indice de prix du riz au niveau national avait varié de 18,5% au 2T 2018 à 2,3% au 2T 2019.

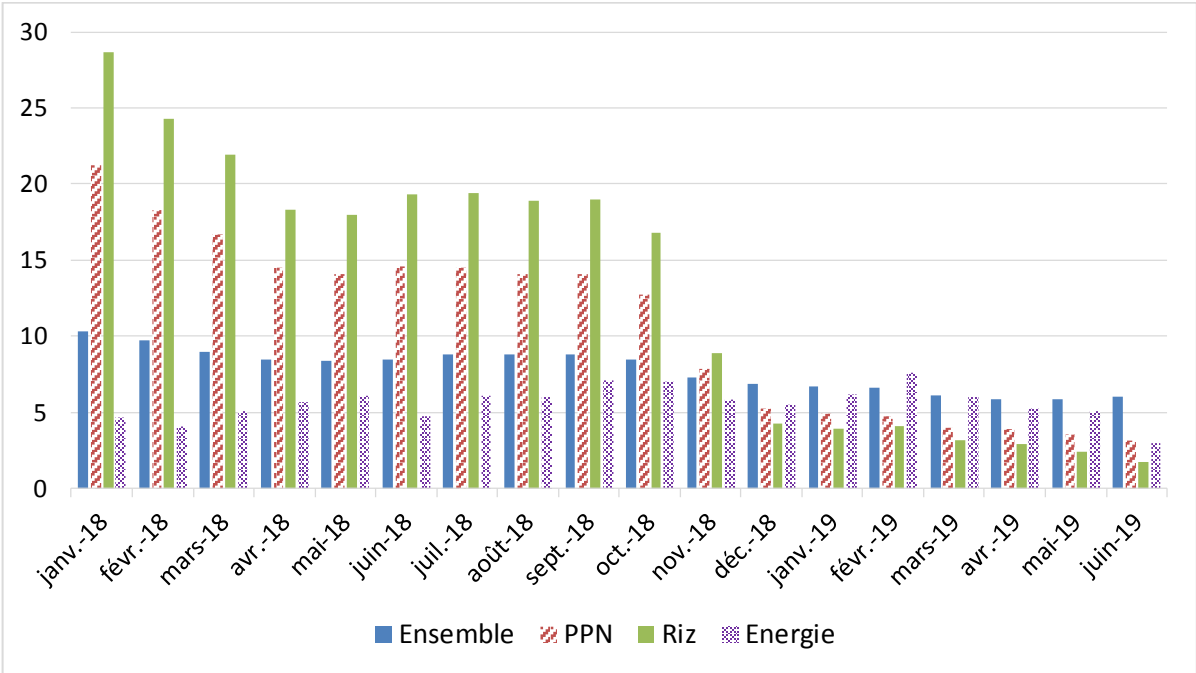
Il est à noter que la volatilité du cours du riz importé et/ou local figure parmi les principaux facteurs de tensions inflationnistes à Madagascar, car il représente 15,3% du total du panier des ménages.

Graphe 1: Evolution en % des IPC, par origine



Source : MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de l'INSTAT

Graphe 2: Evolution en % des IPC, par catégorie de produits



Source : MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de l'INSTAT

Situation Monétaire

Entre les deux périodes 2T 2018 et 2T 2019, le niveau moyen de la masse monétaire (M3), porté par l'ensemble de ses composantes, a continué de décélérer avec une variation de 12,5%, contre 16,0% pour les périodes identiques entre 2017 et 2018. Au cours de ce second trimestre 2019, celle-ci s'est affichée à une moyenne de 12 060,2 Milliards d'Ariary.

Les disponibilités monétaires ont progressé de 8,7% sur la période, représentant ainsi 59,3% de M3. Elles constituent la principale composante contribuant à la hausse de M3. Par ailleurs, les dépôts en devise des résidents, les quasi-monnaies (comptes épargne et dépôts à terme), et les obligations se sont élargis respectivement de 34,7%, 13,7% et 1,3%. Notons que le montant des encours des obligations reste souvent très faible du fait qu'elles sont peu connues des clients et seuls quelques établissements bancaires les proposent.

La hausse de la masse monétaire M3 s'est répercutée dans :

-les avoir intérieurs nets, dont la moyenne avait augmenté de 976,2 Milliards d'Ariary, dont 972,1 Milliards d'Ariary de créances sur le secteur parapublic et privé (principalement les banques de dépôt et les lettres de changes totales émises par le trésor public). Notons que, pour une meilleure gestion des finances publiques, les nouvelles résolutions de la BFM promeuvent la baisse progressive des créances sur l'État car Madagascar bénéficie déjà d'aides budgétaires (hausse des créances nettes sur l'Etat de seulement 0,2% au 2T 2019) ;

-les avoir extérieurs nets, spécifiquement le volume des engagements nets sur l'extérieur de la Banque Centrale qui a notamment progressé avec le déblocage de la 4ème FEC de fin mars 2019 pour un montant de 43,8 Millions de dollars et les achats nets de devises réalisés sur le MID afin de lisser les fluctuations du taux de change.

Tableau 1: Comparaison de la situation monétaire au 2T 2018 et au 2T 2019

En Milliards d'Ariary

	avr-18	mai-18	juin-18		avr-19	mai-19	juin-19
Masse monétaire (M3)	10 673,7	10 656,4	10 834,3		12 117,8	12 020,4	12 042,4
Agrégat (M2)	9 627,1	9 645,0	9 823,7		10 693,7	10 663,8	10 745,4
Disponibilités Monétaires (M1)	6 499,5	6 524,2	6 703,8		7 037,6	7 140,2	7 270,8
Dépôt en devise des résidents	986,7	957,0	954,6		1 364,4	1 297,9	1 242,9
Obligations	59,9	54,4	56,0		59,7	58,7	54,1
Avoirs extérieurs nets	4 331,6	4 306,2	4 364,1		5 062,5	4 992,6	4 812,6
Créances nettes sur l'Etat	2 107,7	2 128,9	2 061,7		2 175,1	2 051,7	2 083,7
Crédits à l'économie	4 951,7	5 001,2	5 142,1		5 913,9	5 995,5	6 101,9
Total contreparties de la M3	11 391,0	11 436,3	11 567,9		13 151,5	13 039,8	12 998,2

Source : MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DEAB, suivant données recueillies auprès de la BFM

Situation de la Balance de Paiement

La balance globale, qui était excédentaire à hauteur de 12,2 Millions de DTS au 2T 2018, affiche désormais un déficit de 39,2 Millions de DTS au 2T 2019 en raison de la dégradation du solde des transactions courantes, partiellement compensé par l'augmentation du montant des opérations en capital.

En effet, le montant des transactions courantes est passé d'un excédent de 34,5 Millions de DTS au 2T 2018 à un solde négatif de 108,9 Millions de DTS au 2T 2019. Cela s'explique par la forte baisse à la fois de la balance des biens et services, qui pâtit du net recul des exportations (-18,7%) tandis que les importations ne diminuent que de 4,3% dans le même temps, et de celle des revenus des investissements où les quasi stabilité des recettes ne compensent pas l'augmentation des paiements (y compris les intérêts de la dette publique). Notons que l'encours des transferts courants reste excédentaire, et affiche une légère progression de 5,0% grâce aux aides budgétaires au profit du Gouvernement.

Pour les opérations financières, elles restent déficitaires sur la période en revue (-19,6 Millions de DTS), malgré une amélioration limitée à un écart positif de 3,4 Millions de DTS.

Tableau 2: Comparaison de la Balance de Paiement au 2T 2018 et au 2T 2019

	En Millions de DTS	
	2T 2018	2T 2019
1 - Transactions courantes	34.5	-108.9
1.1 - Biens et Services	-97.7	-205.2
Balance commerciale	-115.5	-165.3
Services nets	17.7	-39.9
1.2 - Revenus des investissements	-54.0	-99.3
1.3 - Transferts courants	186.2	195.6
2 - Opérations en capital	25.0	63.3
3 - Opérations financières	-23.0	-19.6
3.1 - Investissements directs	49.9	45.6
3.2 - Autres investissements	-72.9	-65.2
BALANCE GLOBALE	12.2	-39.2

Source : MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DEAB, suivant données recueillies auprès de la BFM

Taux de change

En comparant les moyennes des cotations du Dollar US et du DTS sur le MID durant le second trimestre de 2019 à celles de la même période de 2018, une dépréciation de la monnaie nationale face à ces devises pivots a été observée, à hauteur de respectivement 10,2% et 7,5%. Cette situation était liée aux comportements du marché face à une demande de devise plus marquée par rapport à l'offre. La présence de certains facteurs a en effet stimulé l'instabilité des changes sur le MID, notamment le creusement du déficit de la balance commerciale, l'essor du Dollar US au niveau des échanges internationaux (première monnaie d'échange), l'inflation intérieure relativement élevée par rapport à celle des pays partenaires, la hausse du cours des produits pétroliers sur le marché international (application de la vérité des prix à la pompe), ainsi que la dépendance de notre économie vis-à-vis de l'évolution de la conjoncture extérieure (comme par exemple la modification de la politique monétaire de la FED).

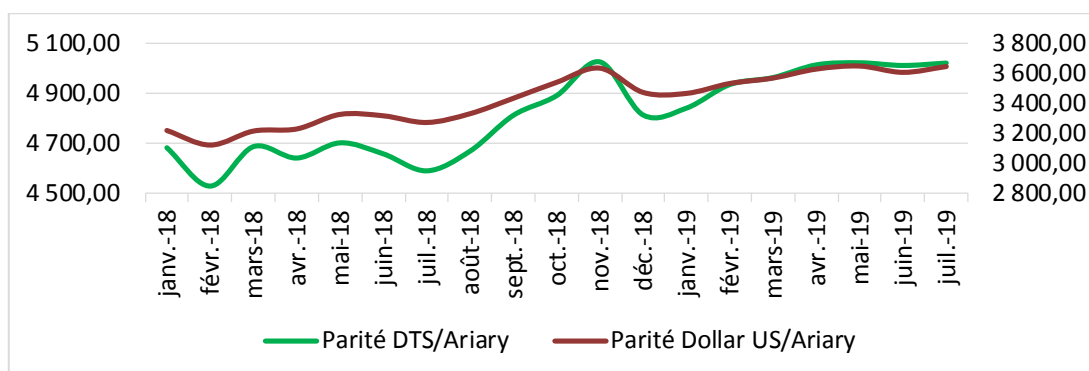
En contrepartie, l'obligation imposée par l'Etat de rapatrier 100% des recettes d'exportations, les interventions ponctuelles de la BFM pour lisser les fluctuations plus marquées des taux de change (la politique de change malagasy étant en flottage dirigé) ont permis, dans une large mesure, de limiter la volatilité des cours. D'autres facteurs importants ont également joué, dont les préfinancements de la filière Vanille, ainsi que les transferts d'approvisionnement des compagnies minières, des ONG et des entreprises franches en début d'année.

Tableau 3 : Comparaison entre les parités des principales devises du 2T 2018 et 2T 2019

	avril-18	mai-18	juin-18	avril-19	mai-19	juin-19
Dollar US/Ariary	3 227.31	3 324.13	3 314.67	3 625.74	3 645.82	3 603.82
DTS/Ariary	4 640.23	4 700.92	4 656.85	5 012.19	5 020.59	5 009.74

Source : MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de la BFM

Graph 3 : Evolution des taux de change (en Ariary) entre janvier 2018 et juillet 2019



Source : MEF/SG/DGFAG/DB/SSB suivant données recueillies auprès de l'INSTAT et la BFM

Cadre global des finances publiques

Exceptionnellement au cours du premier semestre de l'année, une Loi de Finances Rectificative a été adoptée afin de cadrer plus les actions publiques vers les priorités du nouveau gouvernement. Avant cette adoption au mois de mai 2019, plusieurs séries d'abrogations et de nominations de responsables techniques ont été opérés. Cette situation a eu ainsi comme effet de retarder les engagements financiers et a réduit fortement le niveau des dépenses de l'Etat.

Concernant les recettes et suivant les prévisions établies, les régies fiscales peuvent se prévaloir d'avoir atteint les objectifs en matière de recouvrement, porté notamment par un taux de réalisation de 101% au niveau des recettes fiscales. En l'occurrence, l'excédent de 1% a permis de combler le manque à gagner constaté au niveau des recettes non fiscales (cf. Situation globale).

En principe la fin du 2^{ème} trimestre doit donner une image objective de la situation au milieu de l'exercice budgétaire. Cependant, seules les dépenses de solde suivent cette tendance (45,6%) alors que les autres rubriques présentent des taux d'engagement largement inférieurs aux prévisions et qui ont induit au final un taux d'engagement global de 22,4%.

II. SITUATION GLOBALE

II.1 RECETTES

L'orientation fiscale de 2019 suivant la LFR est basée sur l'amélioration et la sécurisation des recettes tant au niveau des recettes intérieures (2019) que des recettes douanières. Dans cette optique, d'un côté, la Direction Générale des Impôts, pour les recettes intérieures, a pris des mesures y afférentes à savoir entre autres le recouvrement des arriérés, le changement du seuil d'assujettissement TVA à 200 Millions d'Ariary, l'amélioration de la gestion de TVA, le recouvrement des TVA sur PIP, l'optimisation du Contrôle fiscal (actuellement suspendu en vue de son amélioration), le renforcement des poursuites et suivi des défaillants, le déploiement de Hetra on line, la finalisation du nouveau Système d'Information de l'Administration Fiscale (actuellement déployé au niveau du Centre Fiscal V) et le démarrage du projet Hetra e-payment. De son côté, la Direction Générale des Douanes améliore et sécurise ses recettes par la mise en place de tarif intégré et de portail d'information, l'utilisation extensive IT (Dématérialisation), la Gestion des risques (renseignement préalable et audit) ainsi que la mise en œuvre de stratégie de contrôles des zones franches.

Le tableau suivant offre les résultats de l'exécution des recettes tant fiscales que non fiscales durant le premier semestre 2019.

Tableau 4 : Réalisation des recettes du Budget Général durant le premier semestre

En Milliards d'Ariary

RECETTES	PRÉVISION 6 MOIS	REALISATION	TAUX DE RÉALISATION
		6 MOIS	
Recettes fiscales	2 764,0	2 782,0	100,65%
<i>Impôts</i>	<i>1 455,0</i>	<i>1 447,0</i>	<i>99,45%</i>
<i>Douanes</i>	<i>1 309,0</i>	<i>1 335,0</i>	<i>101,99%</i>
Recettes non fiscales*	62,0	29,0	46,77%
Total Recettes	2 826,0	2 811,0	99,47%

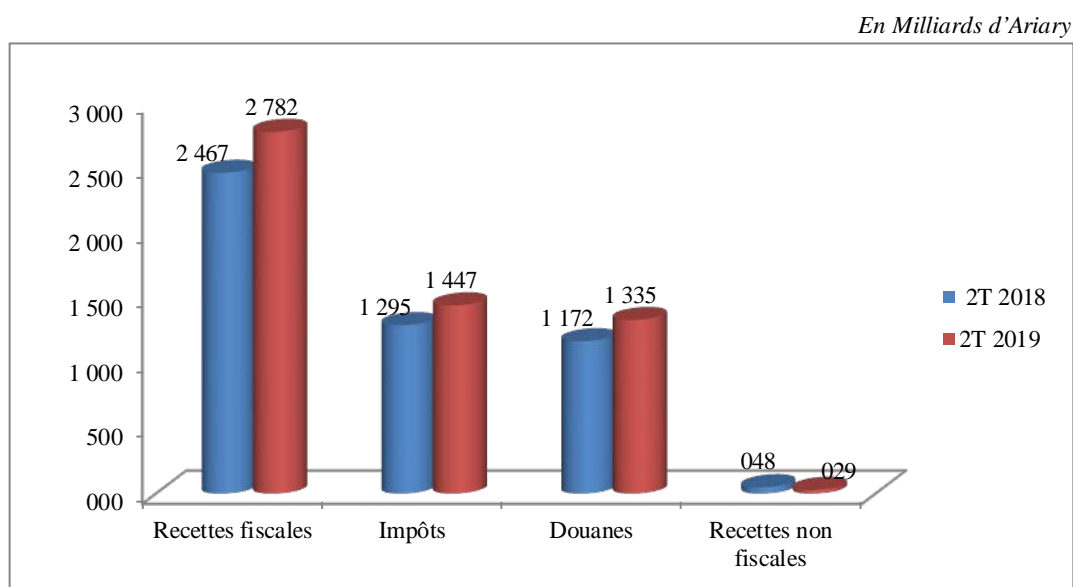
Sources : DGI, DGD et DGT

Durant le premier semestre 2019, les recettes collectées enregistrent une valeur totale de 2 811,00 Milliards d'Ariary, soit un taux de recouvrement de 99,47% en se référant à la prévision semestrielle de 2 826,00 Milliards d'Ariary. D'une part, la perception des recettes fiscales intérieures s'élève à 1 447,40 Milliards d'Ariary pour une réalisation de 99,45% avec une prévision 6 mois de 1 455,00 Milliards d'Ariary. D'autre part, les recettes douanières ont perçu 1 335,00 Milliards d'Ariary, soit 101,99% par rapport à la prévision de 1 309,00 Milliards d'Ariary.

Le montant des recettes non fiscales perçues se chiffrent à 29,00 Milliards d’Ariary avec un taux de recouvrement de 46,77% par rapport à la prévision semestrielle de 62,00 Milliards d’Ariary.

La figure ci-dessous met en évidence l’évolution de recouvrement des recettes du budget général durant les 2èmes trimestres 2018 et 2019.

Graphe 4 : Evolution de recouvrement des recettes durant les 2èmes trimestres de 2018 et 2019 (Budget Général)



Source : DB/SSB suivant données recueillies auprès de la DGI et DGD

Le recouvrement des recettes durant les 6 premiers mois face à celui de la même période de l’année précédente a connu une hausse globale de 295,70 Milliards d’Ariary.

Par rapport aux résultats de l’exécution du premier semestre 2018, les recettes fiscales (impôts et recettes douanes) ont connu une évolution positive durant le premier semestre 2019. Une hausse totale de 315,00 Milliards d’Ariary a été enregistrée dont 151,60 Milliards d’Ariary et 163,40 Milliards d’Ariary ont été comptabilisés respectivement au niveau des recettes intérieures et des recettes douanières. Un tel résultat témoigne, non seulement l’amélioration du monde des affaires à Madagascar, mais également les impacts budgétaires des différentes mesures nouvelles prises comme par exemple le changement de seuil de TVA et de l’IS à 200 Millions d’Ariary, l’apurement des arriérés au niveau de la Direction Générale des Impôts ainsi que la fixation de 10% à 20% des Droits des douanes sur des biens de consommation téléphonique au sein de la Direction Générales des Douanes.

Par contre, les recettes non fiscales collectées au cours du premier semestre 2019 sont en baisse de 19,30 Milliards d’Ariary par rapport à la situation de recouvrement durant le premier semestre 2019. Le blocage de certaines activités administratives suite au changement

d'organigramme et des différentes responsables au sein des Institutions et Ministères ainsi que le blocage des engagements durant la préparation de la LFR 2019 se trouve parmi les paramètres permettant d'expliquer un tel résultat.

II.2 DEPENSES

Le second trimestre a été marqué par l'exécution de la Loi de Finances Rectificatives 2019.

Globalement, le taux de réalisation des dépenses suivant les cadres budgétaires au cours du premier semestre 2019 se présente comme suit :

- Budget Général de l'Etat : 22,44% ;
- Budgets Annexes : 15,40% ;
- Comptes Particuliers du Trésor : 30,85% %

Le tableau et les graphes suivants montrent plus de détails des dépenses du Budget Général de l'Etat (BGE) durant le premier semestre 2019.

Tableau 5 : Réalisation par nature de dépenses au cours du 1^{er} et 2^{ème} Trimestre 2019

En Milliards d'Ariary

RUBRIQUES	1 ^{er} Trimestre 2019				2 ^{ème} Trimestre 2019			
	LFI	CREDIT MODIFIE	ENGAGEMENT	TAUX (ENG/MOD)	LFR	CREDIT MODIFIE	ENGAGEMENT	TAUX (ENG/MOD)
Intérêt de la dette	416,72	416,72	316,84	76,03%	432,69	432,69	320,4	74,05%
Dépenses de Solde	2 407,20	2407,2	523,13	21,73%	2 360,40	236,40	1 076,54	45,61%
Dépenses Hors Solde	2 132,20	2132,2	264,83	12,42%	2 616,94	2 616,94	468,54	17,90%
Biens et Services	636,73	636,73	26,17	4,11%	1 078,47	1 078,47	66,91	6,20%
Indemnités	210,00	210,00	19,39	9,23%	215,00	215,00	53,98	25,11%
Transferts	1285,47	1 285,47	219,27	17,06%	1 323,47	1 323,47	347,65	26,27%
Dépenses d'Investissement	3 610,16	3 610,16	65,24	1,81%	3 717,86	3 717,86	182,92	4,92%
Financement Externe	2 346,62	2 346,62	37,7	1,61%	2 180,51	2 180,51	99,8	4,58%
Financement Interne	1263,55	1263,55	27,54	2,18%	1537,349	1537,349	83,12	5,41%
TOTAL	8 566,28	8 566,28	1 170,04	13,66%	9 127,89	9 127,89	2 048,40	22,44%

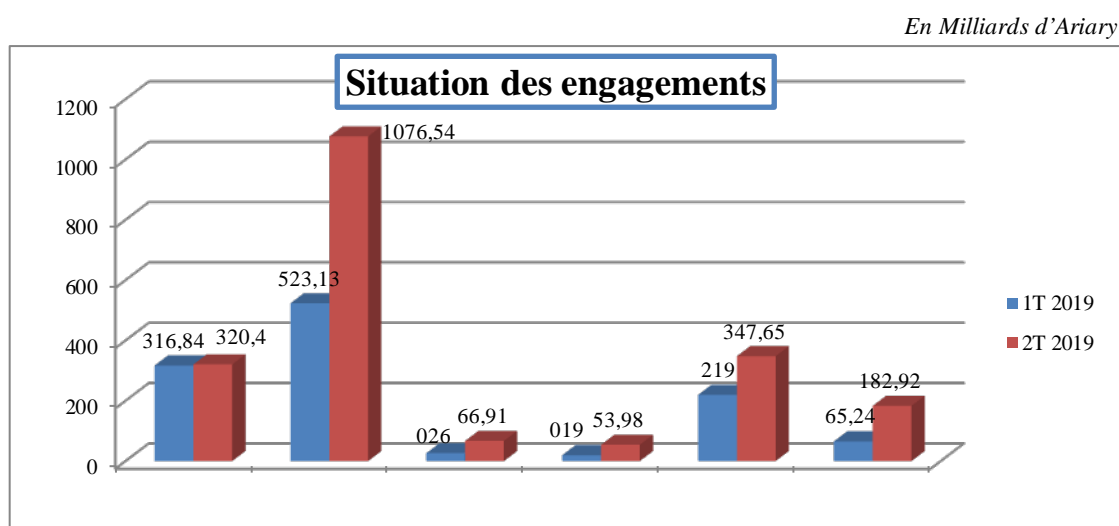
Source : SIIFGP

En termes de dotation budgétaire et en comparant la situation de la LFR 2019 par rapport à la LFI 2019, une hausse globale de 561,61 Milliards d'Ariary a été constatée.

Dans l'optique d'améliorer la performance des administrations publiques et de mettre en œuvre la nouvelle politique générale de l'Etat axée sur l'IEM, l'allocation au niveau de dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement sur financement intérieur ont augmenté respectivement de 484,74 Milliards d'Ariary et 273,799 Milliards d'Ariary. Même si une diminution respective de 46,8 Milliards d'Ariary et de 166,11 Milliards d'Ariary a été enregistrée au niveau de dépenses de solde et dépenses d'investissement sur financement extérieur.

Quant à l'exécution des dépenses, du premier au second trimestre 2019, elle a passé de 1 170,04 Milliards d'Ariary au 2 048,40 Milliards d'Ariary, soit une hausse trimestrielle de 878,36 Milliards d'Ariary. Les détails de l'évolution des engagements des dépenses par grande rubrique du premier trimestre au second trimestre 2019 sont à présenter dans le graphe ci-dessous.

Graphe 5 : Evolution de la situation des engagements pour tout financement confondu au cours du premier semestre 2019 (1T 2019 et 2T 2019)



Source : SIIGFP

Suivant la lecture de cette présentation graphique, on constate que :

- Pour la catégorie intérêt de la dette, 3,56 Milliards d'Ariary seulement ont été engagés au cours du deuxième trimestre et il est à noter que parmi les trois comptes composants cette catégorie des dépenses, seul le compte 6611- « Intérêts des emprunts » a fait l'objet d'engagement durant le premier semestre 2019.
- Du premier trimestre au deuxième trimestre 2019, l'engagement des dépenses de solde a un rythme constant du fait qu'il a passé de 523,13 Milliards d'Ariary à 1076,54 Milliards d'Ariary.

Un surplus de 30,28 Milliards d'Ariary a été constaté en deuxième trimestre par rapport aux montants des engagements du premier trimestre. Les divers avancements des agents de l'Etat constituent l'un des paramètres permettant d'expliquer cette situation.

- Quant aux dépenses engagées au niveau de la rubrique « Biens et Services », l'engagement des dépenses a passé de 26,17 Milliards d'Ariary à 66,91 Milliards d'Ariary, accusant une hausse de 40,74 Milliards d'Ariary. Par rapport au taux de régulation de 55% prévue (Circulaire n°03-MEF/SG/DGFAG/DB/SSB du 31 Mai 2019), l'engagement au niveau de cette rubrique n'atteint que 6,20%. Le retard de la régularisation des pièces justificatives (exemple : nomination des acteurs, production de BCSE) à l'engagement des dépenses explique cette situation.

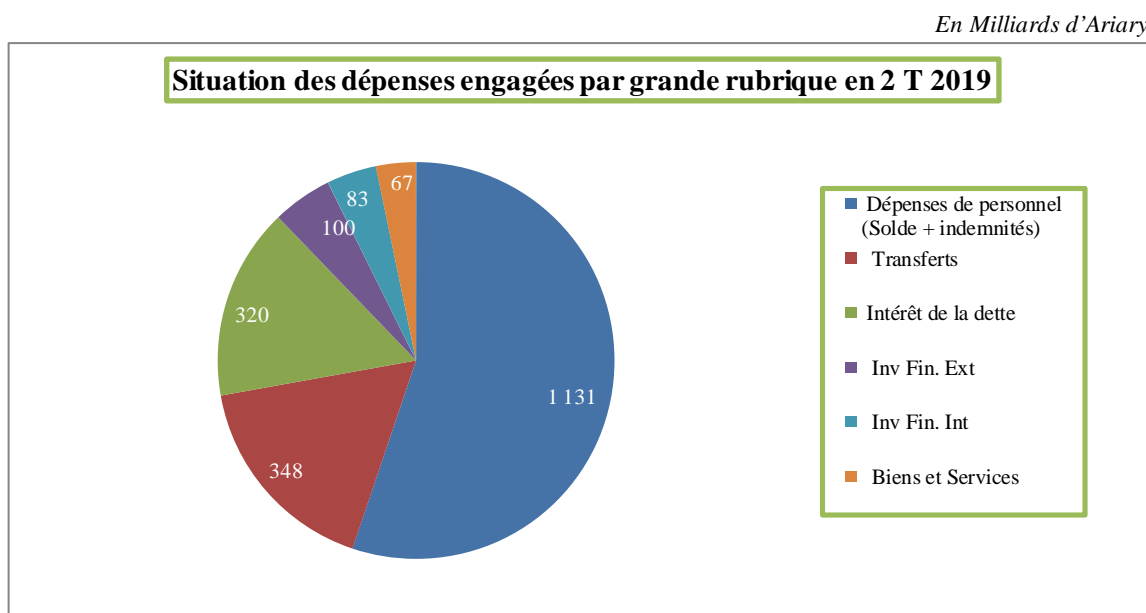
- En ce qui concerne les dépenses d'indemnités, une hausse de 34,59 Milliards d'Ariary a été enregistrée au second trimestre par rapport à l'exécution du premier trimestre 2019 soit une variation de 178%. Tous les comptes constituant cette rubrique ont connu des hausses des engagements. Citons entre autres les comptes 6031- personnel permanent et les 6033- personnels membres des institutions avec une augmentation respective de 13,18 Milliards d'Ariary et 2,02 Milliards d'Ariary.

- Au cours du second trimestre 2019, 128,38 Milliards d'Ariary seulement a été engagé au niveau de la rubrique transfert dont les 51,20 Milliards d'Ariary a été affecté au niveau du compte 6565 « subvention aux secteurs privés ». Ce montant engagé est presque la moitié de celui engagé au cours du premier trimestre 2019 car entre ces deux périodes de référence, il a passé de 219,27 Milliards d'Ariary à 347,65 Milliards d'Ariary. A noter qu'aucun transfert n'est effectué au niveau des régions et communes durant le premier semestre 2019.

- Par rapport au premier trimestre 2019, le rythme d'exécution du PIP du second trimestre 2019 a dépassé le 180% soit une hausse de 117,68 Milliards d'Ariary dont 62,10 Milliards d'Ariary et 55,58 Milliards d'Ariary ont été respectivement enregistrés au niveau des PIP sur financement extérieur et sur financement intérieur.

Les figures suivantes mettent en évidence la répartition des dépenses engagées au niveau du Budget Général de l'Etat en se basant aux types de financement.

Graphe 6: Situation des dépenses engagées au niveau de chaque grande rubrique durant le premier semestre 2019 (tous financements confondus)



Source : SIIGFP

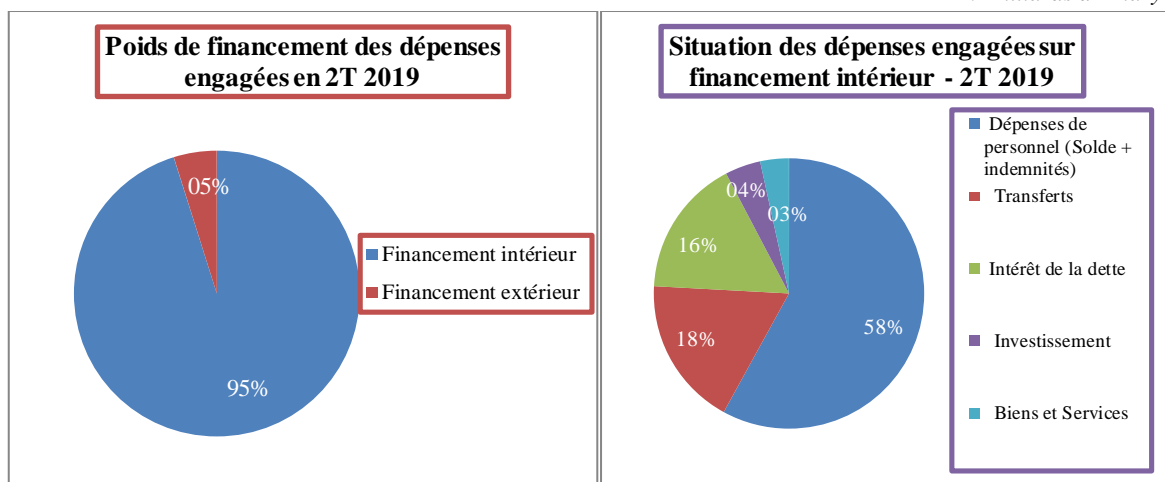
En effet, les dépenses engagées au niveau du Budget Général de l'Etat ont été réparties comme suit :

- Dépenses de personnel (Solde + indemnités) : 55,19% ;
- Dépenses de Transferts : 16,97% ;
- Intérêts de la dette : 15,64% ;
- Dépenses d'investissement sur financement extérieur 4,87% ;
- Dépenses d'investissement sur financement intérieur 4,06% ;
- Dépenses des Biens et services : 3,27%.

Qu'en est-il le poids des dépenses supportées par le financement interne ?

Graph 7: Situation des Engagements 2T 2018 sur financement interne

En Milliards d'Ariary



Source : SIIGFP

Ces figures mettent en évidence que 95,13% des dépenses du BGE d'un montant de 1948,60 Milliards d'Ariary ont été supportées par les ressources propres internes. A ce titre, le résultat de l'exécution au niveau de chaque rubrique a été comme suit :

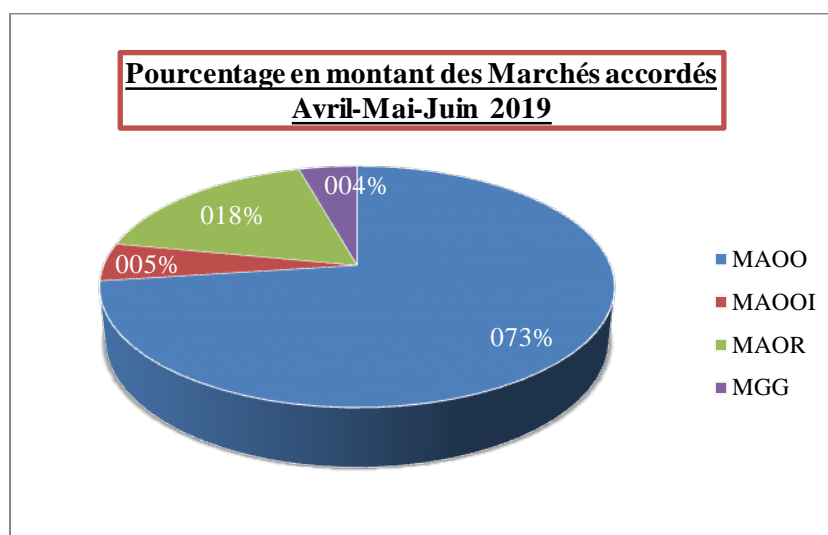
- Dépenses de personnel (Solde + indemnités) : 58,02% ;
- Dépenses de transfert : 17,84% ;
- Intérêts de la dette : 16,44% ;
- Investissement : 3,27% ;
- Dépenses en biens et services : 3,43%

II.3 MARCHES PUBLICS

Durant le deuxième trimestre 2019, le volume global des marchés enregistrés dans le SIGMP s'élève à 188,35 Milliards d'Ariary. Le montant alloué aux marchés des travaux domine une part de la proportion de 57,04 % suivi par celui des marchés de fournitures à 29,40 % et des marchés de prestations de service avec 9,25 %, et enfin les marchés de prestations intellectuelles pour 4,34 %.

Ci-dessous la situation des marchés accordés par la Commission Nationale des Marchés durant second trimestre 2019.

Graphe 8: Marchés accordés par la CNM au 2ème trimestre 2019



Source : CNM/ ARMP

La CNM a accordé 102 dossiers d'une valeur totale de 63,63 Milliards d'Ariary au cours du deuxième trimestre 2019. Les 72,93% des marchés sont passés par voie d'Appel d'Offre Ouvert pour un montant de 46,41 Milliards d'Ariary réparti en 90 dossiers. Vient ensuite les Marchés d'Appel d'Ordre Restreint d'un montant de 11,23 Milliards d'Ariary occupant les 17,64% des marchés. En outre, les marchés d'appel d'offre ouvert international et les marchés de gré à gré affichent un faible taux en raison de 5,10 % et de 4,33% d'une valeur respective de 3,24 et 2,75 Milliards d'Ariary.

Quid de la répartition des marchés passés par région ?

Sur seize (16) localités, sept cent douze (712) marchés ont été enregistrés à leur niveau à savoir Alaotra Mangoro (4,07%) Amoron'i Mania (1,54%), Analamanga (10,25%), Analanjirofo (0,42%), Anosy (2,39%), Atsimo Andrefana (0,14%), Atsinanana (2,11%), Boeny (3,23%), Diana (2,11%), Haute Matsiatra (2,25%), Itasy (0,42%), Menabe (0,42%), Sofia (0,14%), Vakinankaratra (1,97%) et Vatovavy Fitovinany (1,83%). Les trois régions autres régions sont les plus représentatives en termes de montant des marchés passés à savoir les Régions d'Analamanga (3,07%), d'Alaotra Mangoro (1,90%) et de Haute Matsiatra (0,89%).

Toutefois, il convient de noter que les marchés passés au niveau des régions ne représentent que 8,86% du volume global des marchés.

Le tableau suivant met en exergue la situation globale des marchés accordés par la CNM pour les 2 premiers trimestres.

Tableau 6 : Situation globale des marchés publics accordés par la CNM pendant le 1^{er} et 2^{ème} Trimestre 2019

En Milliards d'Ariary

Mode de Passation	1T 2019		2T 2019		Cumul 1T 2019 + 2T 2019	
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
MAOO	154,94	245	46,41	90	201,35	335
MAOOI	0	0	3,24	3	3,24	3
MAOPREQUAL	0	0	0,00	0	0,00	0
MAOR	0	0	11,23	7	11,23	7
MDC	0,64	4	0,00	0	0,64	4
MDP	4,21	6	0,00	0	4,21	6
MGG	31,15	8	2,75	2	33,90	10
TOTAL	190,94	263	63,63	102	254,57	365

Source : ARMP, CNM

Par rapport aux marchés accordés par la CNM au 1er trimestre 2019, le volume du marché a connu une hausse globale de 63,63 Milliards d'Ariary relative aux 102 dossiers. Il est tout de même à rappeler que les Marché d'Appel d'Offre Ouvert International et les Marché d'Appel d'Offre Restreint ne sont passés qu'au 2ème trimestre d'une valeur respective de 3,24 et de 11,23 Milliards d'Ariary. Par contre, les Marchés De Consultation et les Marchés De Passation n'ont fait pas l'objet de passation de marchés au cours du deuxième trimestre dont leurs valeurs respectivement passé au cours du premier trimestre 2019 ont été de 0,64 et 4,2123 Milliards d'Ariary.

A noter que 125 Avis Généraux de Passation des Marchés (AGPM) et 178 Plan de Passation des Marchés (PPM) ont été examinés par la CNM durant le second trimestre 2019.

Sur les 303 Avis Général de Passation de Marché et PPM examinés, 274 ont reçu l'avis favorable de la CNM pour publication et affichage, soit 90,42% du total des AGPM et PPM examinés. Le reste a fait l'objet de renvoi, ajourné, annulé non soumis ou de retrait et a été examiné ultérieurement à des dates différées.

II.4 SUIVI DE LA PERFORMANCE

L'orientation des activités des Institutions et Ministères par rapport à la Politique Générale de l'Etat axée sur l'Initiative de l'Emergence de Madagascar (IEM) leurs a conduit à réviser leur document de performance dans la LFR 2019. A cet effet, après la LFR 2019, le nombre des indicateurs de performance au sein des 32 Institutions et Ministères a augmenté de 364 indicateurs car il a été de 829 indicateurs dans la LFI 2019 et a passé de 1 193 indicateurs répartis après la LFR 2019.

Le tableau ci-après offre les détails de réalisation de performance au sein de chaque secteur durant le premier semestre 2019.

Tableau 7: Réalisation globale des indicateurs de performance par secteur pendant le 1^{er} et 2^{ème} trimestre 2019

SECTEUR	1T 2019					2T 2019 (Situation cumulée avec celle du premier trimestre 2019)				
	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL
ADMINISTRATIF	209	166	25	128	528	342	262	61	144	809
PRODUCTIF	42	18	17	7	84	48	17	22	15	102
INFRASTRUCTURE	16	49	1	35	101	40	76	15	46	177
SOCIAL	25	83	6	2	116	23	70	12	0	105
NOMBRE TOTAL D'INDICATEURS	292	316	49	172	829	453	425	110	205	1193
TAUX DE REALISATION	35%	38%	6%	21%	100%	38%	36%	9%	17%	100%

Source : SIIGFP

Sur les 1193 indicateurs de résultats prévus au cours du premier semestre 2019, la réalisation au sein des Institutions et Ministères se résume comme suit :

- 453 indicateurs atteints, soit un taux de réalisation de 38% ;
- 425 indicateurs représentant les 36% des indicateurs totaux non atteints ;

- 110 indicateurs soit les 9% des indicateurs totaux non disponibles ;
- 205 indicateurs équivalent aux 17 % des indicateurs totaux classés « Autres ».

Parmi ces 453 indicateurs atteints, les 292 ont déjà été réalisés au cours du premier trimestre soit 161 indicateurs réalisés au cours du deuxième trimestre. Par rapport à ce résultat, l'évolution de la performance du deuxième trimestre est peu significative.

En se référant à la période étudiée, on constate un retard de réalisation du fait qu'à mi-parcours, la réalisation n'est qu'à 38% des indicateurs prévus. Tandis que 740 indicateurs, soit les 62,03% des indicateurs, ne réalisent pas leurs cibles prévues qu'ils soient classés « non atteints » ou « non disponibles » ou « autres ». Une telle situation a été due entre autres au retard de la nomination des acteurs budgétaires, aux certaines activités prévues pour le 3ème trimestre, aux certains indicateurs difficiles à mesurer, à la faible remontée des données, aux problèmes logistiques et organisationnels liés au déménagement ainsi qu'au changement des responsables auprès des Ministères entraînant le retard du traitement des dossiers.

AUTRES INFORMATIONS

- Mouvements de crédits : aucun mouvement des crédits n'a été opéré durant le premier semestre 2019 ;
- Régies d'avances : 117 Arrêtés de Caisse d'Avances renouvelable (CAR), 24 de Caisse d'Avances unique et exceptionnelle (CAUE) et 2 fonds de roulement ont été pris et visés par le MFB pour premier semestre 2019 ;
- Etablissements Publics Nationaux (EPN) : Sur les 122 EPN recensés, 99 Etablissements ont remis leur Budget 2019 et 08 Etablissements ont soumis leur compte administratif 2018 pour approbation ;
- Emploi de Courte Durée (ECD) : 8 135 agents ont été engagés durant ce premier semestre 2019.

III. REALISATIONS SECTORIELLES

III.1 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR INFRASTRUCTURE

1. Performance par rapport aux résultats attendus

Le secteur infrastructure regroupe quatre (4) Ministères chargés de la réalisation de douze (12) Missions, de vingt-six (26) Programmes et de cent soixante-dix-sept (177) Indicateurs de résultats.

Tableau 8 : Evolution de la réalisation trimestrielle des indicateurs du Secteur Infrastructure

1er Trimestre 2019	2 ^{ème} Trimestre 2019				
Atteints	Atteints	Non Atteints	Non Disponibles	Autres	Total
16/101	40	76	15	46	177

Source : Situations du 2^{ème} trimestre 2019

Le nombre d'indicateurs a augmenté pour cette deuxième période allant de 101 à 177 indicateurs d'après le tableau ci-dessus. Cette hausse a été vue au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics.

En terme de performance, 16 sur 101 indicateurs, soit 15,84% ont été atteints au 1^{er} trimestre 2019 ; alors qu'en ce 2^{ème} trimestre 40 sur 177 indicateurs ont été atteints, soit 22,59%. Cela se justifie au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics (MAHTP), et, du Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie (MTTM). Toutefois, 76 indicateurs soit 42,93% n'ont pas atteints leurs valeurs cibles ; les 15 d'entre eux ne sont pas disponibles, soit 8,47%. Les 46 indicateurs restant soient 25,98% sont classés « autres ».

2. Performance budgétaire

Tableau 9 : Evolution du recouvrement des recettes du Secteur infrastructure sur les 02 (deux) trimestres 2019

En Milliards d'Ariary

NATURE (Hors dons et hors recettes en capital)	1 ^{er} Trimestre 2019			2 ^{ème} Trimestre 2019		
	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX
BUDGET GENERAL	324,81	0,00	0,00%	324,81	0,00	0,00%
BUDGET ANNEXE	6,00	3,64	60,67%	6,00	3,70	61,66%
COMPTE PARTICULIER DU TRESOR	2,31	0,00	0,00%	2,31	0,00	0,00%
TOTAL	333,12	3,64	1,09%	333,12	3,70	1,11%

Source : Situation du SIIGFP 2^{ème} trimestre 2019

Recettes :

Pour le Budget Général, la situation du secteur reste inchangée. Or, la prévision de recette dans la LFI et la LFR concernant les Ministères se présente comme suit : le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures a inscrit 74,32 Milliards d'Ariary ; le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics a prévu 231, 90 Milliards d'Ariary ; et enfin 18,59 Milliards d'Ariary de recette à couvrir a été programmée pour le Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie.

Dans le Budget Annexe, seul le Ministère des Postes, des Télécommunications et du développement Numérique a une prévision de recette à 6 Milliards d'Ariary et un recouvrement de 3,70 Milliards d'Ariary. Cette recette est évaluée à un taux de 61,66% par rapport au 3,64 Milliards d'Ariary soit 60,67% au 1^{er} trimestre.

Pour les Comptes Particuliers du Trésor, le Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie occupe la prévision de recette du secteur avec une inscription de 2,31 Milliards d'Ariary. Pour le recouvrement, il n'a pas encore de réalisation en cette seconde période.

Globalement, la réalisation du secteur a connu une tendance à la hausse. Sur ce point, au 1^{er} trimestre 2019, le recouvrement était de 3,64 Milliards d'Ariary avec un taux de 1,09%, par rapport au 2^{ème} trimestre qui est de 3,70 Milliards d'Ariary soit 1,11%. Ce recouvrement est collecté au niveau du Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique le Budget Annexe.

Dépenses :

Tableau 10 : Evolution au 1er trimestre 2019 et 2ème trimestre 2019 des engagements du Secteur Infrastructure

En Milliards d'Ariary

NATURE	1er Trimestre 2019			2ème Trimestre 2019			VARIATIONS MODIFIES (2)-(1)
	MODIFIES (1)	ENGAGES	TAUX	MODIFIES (2)	ENGAGES(1)	TAUX	
SOLDES	32,69	6,78	20,74	35,88	14,83	41,33	3,19
DEPENSES HORS SOLDES	50,95	0,39	0,77	46,09	3,51	7,62	-4,86
<i>Biens et Services</i>	16,4	0,36	2,20	11,33	0,98	8,65	-5,07
<i>Indemnités</i>	6,61	0	0,00	5,3	0,35	6,60	-1,31
<i>Transferts</i>	27,93	0,24	0,86	29,46	2,18	7,40	1,53
INVESTISSEMENT	1 517,96	0	0,00	1 333,70	0,88	0,88	-184,26
<i>Financement Interne</i>	338,6	0	0,00	354,18	0,88	0,25	15,58
<i>Financement Externe</i>	1 179,35	0	0,00	979,52	0	0,00	-199,83
TOTAL BUDGET GENERAL	1 601,60	7,16	0,00	1 415,69	19,22		-185,91
<i>Biens et Services</i>	2,55	0,09	3,53	2,55	0,29	11,37	0
<i>Indemnités</i>	3,23	0,46	14,24	3,23	0,89	27,55	0
<i>Transferts</i>	0,22	0	0,00	0,22	0,02	9,09	0
TOTAL BUDGET ANNEXE	6	0,55	9,17	6	1,2	20,00	0
DEPENSES HORS SOLDE	4,81	0	0,00	4,82	0	0,00	0,01
<i>Biens et Services</i>	4,78	0	0,00	4,79	0	0,00	0,01
<i>Indemnités</i>	0,02	0	0,00	0,03	0	0,00	0,01
INVESTISSEMENT	60,2	0	0,00	0	0	-	-60,2
<i>Financement Interne</i>	60,2	0	0,00	0	0	-	-60,2
<i>Financement Externe</i>	0	0	0,00	0	0	-	0
TOTAL CPT	65,01	0	0,00	4,82	0	0,00	-60,19
TOTAL GENERAL	1 672,62	7,94	0,47	1 426,05	20,43	1,43	-246,57

Source : Situations du SIIGFP 1^{ème} trimestre 2019-2^{ème} trimestre 2019

Au niveau du Budget Général, pour les dépenses de solde, l'allocation budgétaire a augmenté avec une inscription de 32,69 Milliards d'Ariary au 1^{er} trimestre 2019 contre 35,88 Milliards d'Ariary à la seconde période de l'année. En termes de taux d'engagement, au 1^{er} trimestre, 20,74% du crédit ont été engagés au 1^{er} trimestre par rapport à 41,33% au 2^{ème} trimestre. D'où en termes de montant, la situation était de 6,28 Milliards d'Ariary au 1^{er} trimestre, et 14,83 Milliards d'Ariary au 2^{ème} trimestre.

Pour les dépenses hors solde, le budget est revu en baisse d'après la LFR 2019. Ainsi, au 1^{er} trimestre 50,95 Milliards d'Ariary a été inscrit contre 46,09 Milliards d'Ariary pour le 2^{ème} trimestre. Cette baisse s'affiche au niveau des rubriques « biens et services » et « indemnités ». Seule les « transferts » connaissent une hausse d'allocation ; ainsi au 1^{er} trimestre, 27,93 Milliards d'Ariary est alloué à cette rubrique. Ceci a augmenté à 29,46 Milliards d'Ariary au 2^{ème} trimestre 2019. De ce fait, en termes de réalisation, les « transferts » ont une situation marquante avec un montant de 2,18 Milliards d'Ariary avec un taux de réalisation 7,40% contre 0,24 Milliards d'Ariary au 1^{er} trimestre soit 0,86% de taux d'exécution.

En termes d'investissements publics, l'inscription budgétaire aussi est en baisse. Au 1^{er} trimestre, le montant était de 1 517,96 Milliards d'Ariary, et au 2^{ème} trimestre, elle est révisée à 1 333,70 Milliards d'Ariary. La situation d'engagement se présente uniquement au niveau du financement interne avec un montant de 0,88 Milliards d'Ariary soit un taux de 0,25%.

D'où pour le Budget Général, quelques facteurs ont marqué ces faibles taux d'exécution budgétaire dans chaque rubrique de dépenses à savoir la préparation de la LFR 2019, les nominations des différents acteurs budgétaires au niveau des Institutions/Ministères.

Quant au budget annexe, presque toutes les rubriques de dépenses ont des légères tendances à la hausse sur l'exécution budgétaire au seconde période de l'année. Ainsi en terme de taux, les « biens et services » affichent un taux de 11,3% contre 3,57% au 1^{er} trimestre ; les « indemnités » affichent 27,55% par rapport à 14,24% au 1^{ère} période de l'année ; et enfin les « transferts » ont une situation de 9,09% au 2^{ème} trimestre, s'ils n'affichent aucune réalisation au 1^{ère} trimestre 2019.

Enfin, pour le Compte Particulier du Trésor, il n'y a pas d'engagement à cause de la conjoncture sur la préparation de la LFR

3. Autres Informations

En Milliards d'Ariary

Mouvement de crédits	ECD recrutés	Caisses d'avances	EPN	Marchés publics passés		
				Types	Nombre	Montant
Arrêtés : 01	1268	CAUE : 00	Budget Programme 2019 : 17 / 19	MAOO	86	52,34
Décrets : 00		CAR : 04	Compte Administratif : 00 / 19	MAOO Pré qualifié:	7	7,08
				MAOR	18	25,05
				MDC:	7	1,94
				MGG	1	0,91

4. Principales réalisations du secteur

62-MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX PUBLICS :

- Restructuration de 4 services fonciers et équipement en matériels ;
- Jugement de 251 parcelles ;
- Etablissement de 5 142 nombres de titres fonciers ;
- Accompagnement et appuie des 05 communes à la mise en place de guichets fonciers ;
- Appuie, suivi et contrôle des 79 guichets fonciers ;
- Numérisation de 13 767 documents topographiques délivrés et 23 626 documents topographiques ;
- 2 bénéficiaires des travaux d'urbanisme urbains et périurbains;
- Renforcement de capacité et appui institutionnel de 2 communes urbaines ;
- Curage de canaux chaque année ;

- Travaux de remise en état de la RNT 12A entre le bac Ebakiky et le bac Manambato, entre le bac Befasy et le bac Masianaka basse, entre le bac Masianaka basse et Vangaindrano ;
- Travaux de construction de dix-huit (18) dalots sur la Route RNS 5 entre Mananara Nord et Maroantsetra ;
- ...

63-MINISTERE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE :

- Facilitation de l'octroi des autorisations aux établissements touristiques ;
- Apurement de la situation des Réserves Foncières Touristiques (RFT) ;
- Mise en place du système de promotion des investissements (collecte des principales informations) ;
- Valorisation des sites et produits touristiques ;
- Promotion des investissements touristiques ;
- Sensibilisation sur la sécurité routière ;
- Formation des examinateurs, moniteurs et cadencer ;
- Identification des lieux d'installation des stations de mesure du rayonnement solaire dans le cadre du projet IOS-Net ;
- Evaluation des risques climatiques ;
- ...

66-MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE :

- Traitement de 80% des dossiers du personnel ;
- Formation protocolaires de 18 Agents ont eu des formations ;
- Quatorze formations effectuées pour la vulgarisation des TICS ;
- ...

III.2 REALISATION SECTORIELLES : SECTEUR SOCIAL

1. Performance par rapport aux résultats attendus

Le secteur social regroupe cinq (5) Ministères chargés de la réalisation de huit (8) Missions, de vingt-deux (22) Programmes et de cent quinze (105) Indicateurs de résultats.

Tableau 11 : Evolution trimestrielle de la réalisation des indicateurs du Secteur Social

1 ^{er} Trimestre 2019	2 ^{ème} Trimestre 2019				
ATTEINTS	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL
25/114	23	70	12	0	105

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Une réduction du nombre des indicateurs des valeurs cibles a été enregistrée allant de 114 à 105 entre les deux premiers trimestres 2019. Cette diminution desdits indicateurs est due à l'application de la LFR cadrée sur la nouvelle politique générale de l'Etat qui est inspirée de l'IEM.

Dans le cadre de la réalisation des objectifs, deux Ministères dont le MPPSPF et le MENETP n'ont pu effectuer aucune réalisation durant le deuxième trimestre suite à la mise en place d'une nouvelle structure (changement d'organigramme, nomination des nouveaux acteurs budgétaires) et à la fusion de deux Ministères (Education Nationale et Enseignement Technique et Professionnelle). En outre, les indicateurs de l'ex MCPASP sont transférés au niveau du MCC (mission « culture ») et du MICA (mission « artisanat »). Cette situation évoquée supra entraîne la diminution du nombre des indicateurs des valeurs cibles et « Atteint » du secteur par rapport au 1er trimestre 2019, de 25 à 23 indicateurs « Atteint ». Par contre 70 indicateurs « Non Atteint » et 12 « Non Disponible ».

2. Performance budgétaire

Après la mise en place de la LFR 2019, les volumes de crédits alloués audit secteur affichent une régression de 31,81 Milliards d'Ariary.

En matière de solde, une diminution d'allocation de crédits de 53,78 Milliards d'Ariary a été constatée au terme de ce 1^{er} semestre, notamment sur le Compte « 6011 Personnel permanent ». Cette situation est due au basculement de crédits de la mission « Artisanat » vers le secteur Productif et la mission « Culture » vers le secteur Administratif.

Il en est de même pour les dépenses hors solde puisque les allocations de crédits affirment une baisse de 29,88 Milliards d'Ariary dont 16,20 Milliards d'Ariary pour la rubrique « Transferts », 12,48 Milliards d'Ariary pour la rubrique « Biens et Services » et 1,20 Milliard d'Ariary celle des « Indemnités ». Par ailleurs, le taux d'engagement reste faible pour cette catégorie de dépense parce qu'il avoisine les 22% au fin de la période considérée. Le crédit engagé de 0,96 Milliard d'Ariary sur une allocation de 16,85 Milliards d'Ariary de la rubrique « Indemnités » confirme cette affirmation supra.

En revanche, les dotations de crédits des dépenses d'investissement connaissent une hausse de 51,87 Milliards d'Ariary même s'il y a un basculement de crédits entre les secteurs. L'augmentation d'allocation de crédits est presque similaire que ce soit sur le financement interne qu'externe, respectivement de 25,64 Milliards d'Ariary et de 26,23 Milliards d'Ariary. Par contre, le taux d'engagement de crédits en matière des dépenses d'investissement est non significatif puisqu'il avoisine le 0%. Seules, des dépenses d'un montant de 1,89 Milliards d'Ariary sur financement interne sont réalisées et qu'aucune réalisation n'est enregistrée sur les dépenses sur financement externe.

A titre de précision, les montants de crédits engagés se partagent sur 21/132 projets enregistrés sur tous financements confondus dudit secteur et que la Convention « Appui au programme élargi de vaccination » du Ministère de la Santé Publique réalise un engagement significatif de 1,46 Milliard d'Ariary.

Tableau 12 : Evolution au 1^{er} semestre 2019 des engagements du Secteur Social.

En Milliards d'Ariary

NATURE	1 ^{er} Trimestre 2019			2 ^{ème} Trimestre 2019			VARIATION DE CREDITS MODIFIES (2) - (1)
	CREDIT MODIFIE (1)	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	CREDIT MODIFIE (2)	CREDIT ENGAGE	TAUX (%)	
SOLDE	1 170,98	253,89	21,68%	1 117,20	513,58	45,97%	-53,78
DEPENSES HORS SOLDE	403,09	54,23	13,45%	373,21	81,12	21,74%	-29,88
<i>Biens et Services</i>	114,66	0,67	0,58%	102,18	2,04	2,00%	-12,48
<i>Indemnités</i>	18,05	0,06	0,33%	16,85	0,96	5,70%	-1,20
<i>Transferts</i>	270,38	53,50	19,79%	254,18	78,12	30,73%	-16,20
DEPENSES STRUCTURELLES	0,01	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	-0,01
<i>Biens et Services</i>	0,01	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	-0,01
INVESTISSEMENT	640,49	0,06	0,01%	692,36	1,89	0,27%	51,87
<i>Financement Interne</i>	305,38	0,06	0,02%	331,02	1,89	0,57%	25,64
<i>Financement Externe</i>	335,11	0,00	0,00%	361,34	0,00	0,00%	26,23
TOTAL GENERAL	2 214,57	308,18	13,92%	2 182,76	596,59	27,33%	-31,81

Source : SIIGFP du 31/03/2019

3. Autres informations

Mouvement de crédits	ECD recrutés	Caisses d'avances	EPN	Marchés publics passés		
				Types	Nombre	Montant
Arrêté : 0	1 100	CAUE : 00	Compte Administratif 2018 : 03 / 44	MAOO	34	19,20
Décret : 0		CAR : 00	Budget Programme 2019 : 28 / 44	MAOOI	3	3,24
					MAOR	1

4. Principales réalisations du secteur

71-MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (MINSANP)

- Dépistage de la malnutrition aigüe dans les 8 SDSP du Sud (Taolagnaro, Amboasary, Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe, Ampanihy et Betioky) ;
- Formation des 50 prestataires de santé en SAJ dans les 3 régions (Atsimo andrefana, Vatovavy fitovinany, Androy) ;
- Réalisation de la campagne « Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant - première édition » ;
- Formation des 122 Agents de Santé en SONU et 68 Agents de Santé en PFI ;
- Formation de 86 Agents de santé et dotation de 70 agents de santé en tablette pour la mise en place de la surveillance électronique des maladies dans la Région Diana ;
- Recrutement de 150 Médecins généralistes dans le cadre du projet PARN et 35 sages-femmes contractualisées par UNFPA ;
- Formation sur l'utilisation du logiciel DHIS2 dans 22 régions et 114 districts sanitaires ;
- Approvisionnement en solutés massifs et en alcool médical de 11 CHU, 09 CHRR, 22 CHRD et 41 SDSP ;
- Inspection de 140 Établissements alimentaires dans les Régions Analamanga, Boeny, Betsiboka et analyse de 2 842 échantillons des denrées alimentaires à Morondava ;
- Distribution de 5 882 poches à sang et de réactifs de groupage et de dépistage sérologique des Infections transmissibles par le sang dans 38 Centres de Transfusion Sanguine ;
- ...

75-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (MJS)

- Création et inauguration d'un nouveau "Cyber-Etude Emergence" au sein de l'Académie Nationale des Sports, équipé de matériels et de mobiliers modernes ;

- Formation basique de Jeunes Pairs Educateurs (JPE) en technique d'élaboration et de partage d'une vision d'émergence assortie d'un contrat-programme local conçu avec les jeunes, par les jeunes et pour les jeunes à la base (niveau communal) ;
- ...

84-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESUPRES)

- Clôture de la saisie des inscriptions aux examens du Baccalauréat ;
- Elaboration de 2 arrêtés de concours (IST d'Antananarivo, Expert-Comptable) ;
- Paiements de bourses d'études aux étudiants à Madagascar de l'A.U 2018-2019 de 6 mois de l'IST Antananarivo, de 2 mois (4ème au 6ème mois) : IST Antsiranana ; d'indemnités de recherche des Enseignants Chercheurs et Chercheurs Enseignants retraités de l'Université de Fianarantsoa au titre de l'année 2017 ; de dépenses de fonctionnement 1er semestre du CNRIT ;
 - Paiements de salaires de PAT de 2 mois de mars et avril 2019: Université Mahajanga, Université Fianarantsoa, (ii) avril et mai 2019 : Université Antsiranana ; de PAT de 1 mois (i) mars 2019 : Université Antananarivo, IST Antananarivo, PBZT, ... ;
 - Traitement et régularisation de 53 dossiers de remboursement de frais médicaux ;
 - Evaluation de 6 sous-programmes de coopération avec IRD ;
 - Délivrance de 5 autorisations de recherche suivant les demandes ;
 - Appuis technique et matériel de 2 laboratoires nationaux de recherche : OGMS du DNRE et Projet Fy Vary de FOFIFA ;
 - Elaboration de 23 arrêtés d'habilitation des Institutions d'Enseignement Supérieur ;
 - Visite de 2 Etablissements à Antananarivo pour recueil de liste d'étudiants ;
 - ...

III.3 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR PRODUCTIF

Après la promulgation de la Loi de Finances, les ministères qui composent le secteur sont au nombre de 04 par la suite des fusions départementales.

En l'occurrence :

- le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat ;
- le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ;
- le Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques ;

Dans un contexte où la nomination des acteurs budgétaires, les passations de marchés publics et les traitements des dossiers restent en cours, la performance des indicateurs de résultats et les performances budgétaires sont moyennantes.

1. Performance par rapport aux résultats attendus

Le secteur productif est composé de quatre (4) Ministères, en charge de huit (8) Missions et de vingt et un (21) Programmes.

Tableau 13 : Evolution de la réalisation trimestrielle des indicateurs du Secteur Productif

1 ^{er} Trimestre 2019	2 ^{ème} Trimestre 2019				
ATTEINTS	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES	TOTAL
42/84	48	17	22	15	102

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

La totalité des indicateurs de résultats est montée à 102 avec un taux d'indicateurs atteints qui ne dépasse guère les 50%. Conséquemment, les indicateurs classés non atteints s'évaluent à 17% et ceux classés non disponibles sont plutôt élevés avec 22%. Ces derniers s'expliquent par une programmation pour le 3^{ème} trimestre, par une reconduction (en attente de l'arrêté modificatif), ou la faible remontée des données régionales.

Performance budgétaire

Recettes :

Bien que les prévisions de recettes aient été révisées à la hausse, surtout au niveau des Comptes Particuliers du Trésors qui ont augmenté de 0,38 Milliard d'Ariary à 23,03 Milliards d'Ariary, le Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques réalise à lui seul un taux de 9,70% soit 2,23 Milliards d'Ariary. Par contre, les performances des autres ministères restent inchangées à ceux du 1er trimestre.

Tableau 14 : Recouvrement des recettes du Secteur Productif

En Millions d'Ariary

NATURE (hors dons et hors recettes en capital)	1 ^{er} trimestre 2019			2 ^{ème} trimestre 2019		
	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX (%)	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX (%)
Budget Général	10,00	2,96	29,59	09,00	2,96	32,89
Compte particulier du Trésor	0,38	0,00	0,09	23,03	2,23	9,70
TOTAL	10,38	2,96	28,50	32,03	5,19	16,20

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Dépenses :

En ce qui concerne l'évolution de la situation budgétaire du secteur sur les deux trimestres, on peut constater que l'ensemble des crédits a augmenté de 15,98 Millions d'Ariary pour le Budget Général, et de 0,78 Milliard d'Ariary pour les Comptes Particuliers du Trésor.

Cependant le volume des engagements n'est pas proportionnel à cette tendance et reste relativement bas. La ventilation par catégorie des dépenses enregistrées sur SIIGFP indique que les dépenses de Solde sont de 24,82 Millions d'Ariary ou 41,52%, celles des Hors Solde de 3,15 Millions d'Ariary ou 5,54% et les Investissements avec seulement 0,79 Milliard d'Ariary ou 0,13%.

A titre de précision, le Ministère des Mines et des Ressource Stratégiques est encore celui a procédé à l'unique engagement pour les Investissements sur financement externe concernant le développement du secteur minier avec 0,73 Milliard d'Ariary et le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, pour les Investissements sur financement interne avec 0,05 Milliard d'Ariary.

Tableau 15 : Evolution au 1er et 2^{ème} Trimestre 2019 des engagements du Secteur Productif

En Millions d'Ariary

NATURE	1 ^{er} trimestre 2019			2 ^{ème} trimestre 2019			VARIATION CREDITS MODIFIES (2)-(1)
	CREDIT MODIFIE (1)	CREDIT ENGAGE	TAUX	CREDIT MODIFIE (2)	CREDIT ENGAGE	TAUX	
SOLDE	52,41	11,32	21,61%	59,79	24,82	41,52%	7,38
HORS SOLDE	54,03	0,43	0,79%	56,81	3,15	5,54%	2,78
<i>Biens et Services</i>	26,01	0,25	0,95%	18,91	1,52	8,02%	-7,1
<i>Indemnités</i>	7,88	0,08	1,01%	9,06	1,59	17,56%	1,18
<i>Transferts</i>	20,13	0,10	0,50%	28,84	0,04	0,14%	8,71
INVESTISSEMENT	611,57	0,00	0,00%	617,39	0,79	0,13%	5,82
<i>Financement Interne</i>	108,03	0,00	0,00%	101,22	0,05	0,05%	-6,81
<i>Financement Externe</i>	503,54	0,00	0,00%	516,18	0,73	0,14%	12,64
TOTAL BUDGET GENERAL	718,01	11,75	1,64%	733,99	28,76	3,92%	15,98
COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR	29,42	0,01	0,05%	30,20	0,35	1,17%	0,78

Source : Situation extraite du SIIGFP le 31 Mars 2019

2. Autres informations

En Milliards d'Ariary

Mouvement de crédits opérés	ECD recrutés	Caisse d'avances créées	EPN approuvés	Marchés publics passés		
				Types	Nombre	Montant
-01 Arrêté	-1 431	-CAUE : 00	-CA 2018 : 01/24	MAOO	01	0,60
-00 Décrets		-CAR : 07	-Budget 2019 : 20/24			

3. Principales réalisations du secteur

34-MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

(MICA)

- Acquisition de nouveaux matériels roulants dont 06 véhicules « Karenjy – mazana II », d'un Tout Terrain et de 03 véhicules légers ;
- Finalisation du nouveau Modèle d'Accords Internationaux d'Investissements (AII), récemment présenté au niveau de la DLC (Primature) et du Ministère de la Justice ;
- Communication et suivi du cas d'asphyxie et de suffocation par les jouets ;
- Séance d'informations publique sur le projet FIHARIANA ;
- Agrément magasin de traitement vanille pour préparation ouverture campagne Vanille Diana (Nosy be, Ambanja, ...) ;
- Accord de partenariat Economique avec l'UE : propositions de grandes lignes des projets du Département Industrie et portant sur la concrétisation de l'appui au secteur privé dans le cadre du développement du commerce AFOA-UE ;
- Organisation et coordination avec les startups participantes à la FEPA au Stade Maki Andohatapenaka ;
- Identification de zone d'émergence industrielle ZEI ;
- Recensement et répertoriassions de 2 426 Artisans ;
- Délivrance des certificats de conformités aux exportateurs ;
- ...

41-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

(MAEP)

- Réhabilitation/construction de 18 Périmètres Irrigués ;
- Aménagement et réhabilitation de 6 281 ha de superficies hydro-agricoles ;
- Mises à disposition de 570 tonne d'intrants agricoles (semences et engrais) dont 505 tonne de semences mises à disposition (454 tonne de semences de riz et 48, 46 tonnes de semences autres que riz, 38 903 plants mis à la disposition des producteurs ;

- Distribution de 11 955 Petits Matériels Agricoles (PMA) pour 3 535 ménages et 3 761 Agriculteurs, et de 298 202 plants ;
- Protection de : 29 bassins versants, 7 ha de superficies contre l'érosion et 4 zones d'urgence ;
- Traitement de 170 352 ha de superficies infestées par les criquets ;
- Mis en place de 417 pièges à phéromones ;
- Traitement de : 2 428 ha de superficies contre les Chenilles Légionnaires d'Automne (CLA), 453 superficies contre les rats, 280 ha de superficies traitées contre les ravageurs autres que criquets, rats et CLA ;
- Construction et réception d'une usine d'engrais, de 6 infrastructures de stockage dont 5 GCV construits et 1 banque de semences réhabilitée ;
- Déparasitage de 1 021 930 animaux toutes espèces confondues, traitement de 197 835 animaux malades et vaccination de 2 157 chiens ;
- Mises en place de 41 infrastructures d'élevage ;
- Distribution de 11 550 coquelets dans la Région Vakinankaratra, de 9045 géniteurs, de 189 Ruches à cadres équipées, de 15 ruches à cadres équipées et peuplées et de 33 111 petits ruminants ;
- Installation de 39 cages pour l'aquaculture à petite échelle par les DRAEP ;
- Dotation de 445 équipements aux normes et standards de sécurité, de 270 filets pour pêche maritime ;
- Délivrance de : 44 autorisations de pêche, de 1505 cartes mareyeurs , de 126 autorisations pour la collecte des produits marins, 42 autorisations de pêche continentale, de 2 018 permis dont 622 permis pour collectes des produits d'eau douce et 1 396 permis pour collectes des produits marins ;
- Equipement d'une nouvelle brigade de surveillance en bateau rapide par le CSP à travers le projet SWIOFISH 2 ;
- Renforcement d'une unité villageoise pilote de production d'algues marines pour 60 jeunes de la région Analanjirofo ;
- Reboisement de 30,99 ha de superficie de mangroves ;
- Utilisation d'un fonds de 1 745 Millions d'Ariary par l'AMPA dans toutes les régions de Madagascar à travers le financement de l'Union Européenne ;
- Plantation de 700 boutures des récifs coralliens à Ifaty Toliara ;
- Distribution de 95 268 et déversement de 7 100 Alevins ;

- Production de 35 556 890 post- larves crevettes, de 3 203 885 Alevins après un encadrement des producteurs ;
- Encadrement et formation de 4 528 aquacultures /piscicultures/pêcheurs ;
- Mises en place de 5 unités de traitement local de produits halieutiques ;
- ...

44-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MEDD)

53-MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES (MMRS)

- Elaboration des textes d'application du Code minier (en cours de finalisation) : projet de Décret instituant cahier de charges miniers et projet d'arrêté portant mise à jour des valeurs de référence « Pierres précieuses » ;
 - Etude de faisabilité pour la mise en place de Société d'Affinage et de Traitement de l'Or (SATO) (en attente de validation du Ministère) ;
 - Diffusion des données : INSTAT, MEF, OCSIF ;
 - Valorisation des gisements, promotion géologique et minière PANAFGEO/BGRM ;
 - Participation à la réunion internationale de l'ITIE ;
 - Participation à différents salons ;
 - Renforcement des capacités des associations des petits exploitants en vue d'intégration dans le secteur formel ;
 - Ratissage des zones sensibles aux activités illicites ;
 - Saisie de produits miniers illicites ;
 - Intégration des aspects sécurités dans les dossiers d'EIE et de cahier de charges miniers ;
 - ...

III.4 REALISATIONS SECTORIELLES : SECTEUR ADMINISTRATIF

1. Performance par rapports aux résultats attendus

Le secteur Administratif est composé de dix (10) Institutions et neuf (09) Ministères portant le total à dix-neuf (19) Institutions et Ministères, possédant vingt-six (26) Missions, découpées en soixante-quinze (75) Programmes et huit cent neuf (809) Indicateurs.

La réalisation des indicateurs du secteur par Institutions et Ministères est résumée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 16 : Evolution de la réalisation trimestrielle des indicateurs du Secteur Administratif

1er Trimestre 2019	2ème Trimestre 2019				
	ATTEINTS	ATTEINTS	NON ATTEINTS	NON DISPONIBLES	AUTRES
209/528	342	262	61	144	809

Source : Documents de suivi des Institutions/Ministères

Après comparaison, une augmentation de 133 points du nombre des indicateurs atteints par rapport à celui du 1er trimestre, qui étaient de 209 indicateurs, a été enregistrée. La situation des indicateurs atteints fait ressortir un taux de 42,27% soit 342 indicateurs sur les 809 prévus. Tandis que le nombre des indicateurs Non atteints est de 262 équivaut à 32,39%, 61 indicateurs sont classés Non disponible, soient un taux de 7,54 et 144 indicateurs classifiés Autres, avec un pourcentage de 17,80%.

Cette situation globale de performance par rapport aux indicateurs du secteur administratif est détaillée comme suit :

Les Institutions (PRM, SENAT, AN, HCC, PRIMATURE, CFM, CENI, HCDDDED, CNIDH) regroupent 408 Indicateurs, avec 143 indicateurs Atteints soient un pourcentage de 17,68% par rapport au total des indicateurs du secteur Administratif.

Tandis que les Ministères (MAE, MDN, SEMDNCGN, MID, MSP, MINJuS, MEF, MTEFPLS, MCC) possèdent 401 Indicateurs, avec 199 indicateurs atteints soient un pourcentage de 24,60% par rapport au total des indicateurs du secteur.

NB : Concernant les indicateurs de performance, la HCJ n'a pas été prise en compte puisqu'elle n'a pas pu saisir leurs réalisations Budgétaires et performances du 2^{er} Trimestre 2019 dans le SIIGFP.

2. Performance budgétaire

Recettes

En matière de recouvrement, le secteur administratif a pu faire une réalisation satisfaisante grâce aux recettes internes et douanières lesquelles sont les principales ressources de l'Etat.

Le tableau suivant montre l'évolution des recouvrements durant les deux premiers trimestres.

Tableau 17 : Evolution de la réalisation des recettes du Secteur Administratif

En Milliards d'Ariary

NATURE	1er Trimestre 2019			2 ^{ème} Trimestre 2019		
	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX %	PREVISION	RECOUVREMENT	TAUX %
RECETTES FISCALES	5 805,64	1 328,39	22,88%	5826,75	2782	47,74%
Impôts	3 173,01	643,35	20,28%	3174,78	1447	45,58%
Douanes	2 632,63	685,04	26,02%	2651,97	1335	50,34%
RECETTES NON FISCALES	800,91	15,82	1,98%	444,97	32,69	7,35%
TOTAL RECETTES	6 606,55	1 344,22	20,35%	6271,72	2814,69	44,88%

Sources: - Situation OGT 1^{er} T 2018 et Document de Revue des Ministères Revue, 1T 2018
- Situation OGT 1^{er} T 2019 et Document de Revue des Ministères Revue, 1T 2019

Durant le premier semestre, le montant total des recettes recouvrées enregistre une valeur de 2814,69 Milliards d'Ariary soit 44,88% de la prévision dont 2782 Milliards d'Ariary émanent des recettes fiscales et 32,69 Milliards d'Ariary des recettes non fiscales. Cette réalisation affiche une augmentation de 24,53 points par rapport au premier trimestre.

Pour les recettes fiscales, sur les 2782 Milliards d'Ariary collectés, 52,01% sont obtenues au niveau des impôts correspondant à un montant de 1447 Milliards d'Ariary et 47,99% des recettes douanières soit 1335 Milliards d'Ariary. Ces recouvrements des impôts proviennent essentiellement des impôts sur les revenus, bénéfiques, gains (IR, IRSA) et des impôts sur les biens et services (TVA, DA).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont augmenté de 5,37 points par rapport au 1er trimestre allant de 15,82 Milliards d'Ariary à 32,69 Milliards d'Ariary. Quatre Institutions/Ministères ont principalement contribué à cette réalisation à savoir le MEF, le MSP, la Primature et le MID.

Dépenses

Le tableau ci-après résume la situation des engagements des dépenses au cours du 1^{er} semestre 2019

Tableau 18 : Evolution des engagements durant le premier semestre 2019 du Secteur Administratif

En Millions d'Ariary

NATURE	1er Trimestre 2019			2 ^{ème} Trimestre 2019			VARIATIONS CREDITS MODIFIES (2)-(1)
	CREDIT MODIFIE (1)	CREDIT ENGAGE	TAUX %	CREDIT MODIFIE (2)	CREDIT ENGAGE	TAUX %	
INTERET DE LA DETTE	416,72	316,84	76,03	432,69	320,40	74,05%	15,97
SOLDES	1151,11	251,14	21,82	1147,53	523,30	45,60%	-3,58
DEPENSES HORS SOLDES	1624,12	209,56	12,90	2135,53	380,60	17,82%	511,41
Biens et Services	479,64	24,89	5,19	942,99	62,23	6,60%	463,35
Indemnités	177,45	19,25	10,85	182,02	51,06	28,05%	4,57
Transferts	967,03	165,43	17,11	1010,51	267,31	26,45%	43,48
INVESTISSEMENT	840,15	65,19	7,76	1074,40	179,36	16,69%	234,25
Financement Interne	328,61	37,70	11,47	750,93	80,29	10,69%	422,32
Financement Externe	511,54	27,49	5,37	323,46	99,07	30,63%	-188,08
TOTAL BUDGET GENERAL	4032,09	842,73	20,90	4790,15	1403,67	29,30%	758,06
BUDGET ANNEXE	38,02	1,99	5,23	38,02	5,57	14,64%	1,07
COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR	1087,49	153,37	14,10	1136,54	361,04	31,77%	49,05
TOTAL GENERAL	5157,60	998,08	19,35	5964,70	1770,28	29,68%	807,1

Source : - Situation des dépenses SIIGFP au 31 Mars 2019,
- Situation des dépenses SIIGFP au 30 Juin 2019.

Au niveau du Budget General, les dépenses globales engagées ont légèrement augmenté de l'ordre de 8,4 points par rapport au premier trimestre.

Hormis, le remboursement de l'intérêt de la dette qui a diminué de 1,98 point, les dépenses de soldes, les dépenses d'investissement et les dépenses hors solde ont varié à la hausse, soient respectivement 23,78 points, 8,93 points et 4,92 points.

En matière de dépenses hors solde, une hausse de crédits engagés a été enregistrée principalement pour la rubrique indemnités qui a effectué un taux d'engagement de 28,05%. Les taux d'engagement pour les biens et services et transferts sont respectivement de 6,60% et 26,45%. La hausse des dépenses relatives aux indemnités s'explique en grande partie par le paiement des indemnités du personnel permanent, personnel non permanent et du personnel membre des institutions pour un montant respectif de 29,16 Millions d'Ariary, 15,92 et 5,56 Millions d'Ariary.

Pour les dépenses d'investissement, une variation à la hausse de 25,26 points a été constatée au niveau du financement externe tandis qu'une variation à la baisse de -0,78 points a été perçue pour le financement interne.

En effet, les crédits alloués pour le financement interne ont considérablement augmenté de 422,32 Milliards d'Ariary par rapport au 1^{er} trimestre alors l'engagement demeure faible avec un montant de 80,29 Milliards d'Ariary si ceux du financement externe ont diminué de 188,08 Milliards d'Ariary pour un engagement de 99,07 Milliards d'Ariary. Pour les dépenses d'investissement sur financement externe, elles ont été surtout consacrées pour les fournitures et services, le transport et mission et l'assistance technique.

Concernant le budget annexe et les Comptes Particuliers du Trésor, elles ont connu une amélioration de l'exécution des dépenses avec respectivement un taux d'engagement de 14,64% et 31,77%.

3. Autres informations :

En Milliards d'Ariary

Mouvement de crédits opérés	ECD recrutés	Caisse d'avances créées	EPN approuvés	Types	Marchés passés (2T 2019)	
					Nombres	Montant
0 Décret	4332	93 CAR	Compte administratif	MAOO :	102	49,65 Milliards d'Ariary
1 Arrêté		23 CAUE	2018 :04/35	MDP :	7	10,35 Milliards d'Ariary
			Budget Programme 2019: 24/35	MGG :	9	33,90 Milliards d'Ariary

4. Principales réalisations du secteur

ACTIVITES SIGNIFICATIVES DES INSTITUTIONS (PRM-SENAT-AN-HCC-PRIMATURE-CRM-CENI-HCDDDED-CNIDH-HCJ) :

01 – PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Réduction du taux d'insécurité par zone et par secteur d'intervention ;
- Appui du CSI au SAMIFIN dans la révision du projet de texte sur le recouvrement des avoirs illicites et aussi dans l'examen du projet de décret portant sur l'organisation du SAMIFIN en conformité avec la nouvelle loi lutte de blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
 - 53 dossiers traités par MEDIATURE ;
 - Nombre cible de personnel du SPDSN performant en matière de pilotage de la RSS atteint pour les deux trimestres ;
 - Séances de sensibilisation, de revalorisation et redynamisation des structures de documentation par séance de porte ouverte in situ des services et centre de documentation et information de l'administration ;
 - Conception d'un code d'éthique parlementaire en collaboration avec le parlement ;
 - Attribution du 1er contrat d'étude de faisabilité projet PPP barrage hydraulique de « Sahalanona » ;
 - ...

02 – SENAT

- Ratification de la Loi de Finances rectificatives ;
- Gestion affaires courante : Dépenses sur solde et indemnité ;
- Engagement de dépense sur la rubrique Transfert ;
- ...

03 – ASSEMBLEE NATIONALE

- Paiement des salaires et accessoires des 151 Députés ainsi que les trois (03) membres du Bureau Permanent ;
 - Réalisation des déplacements intérieurs relatifs aux tournées parlementaires ;
 - Réalisation des déplacements extérieurs pour participer à quatre (04) réunions internationales telles que :
 - Réunion d'hiver du bureau des Secrétaires Administratifs de l'APF, Séminaire pour les migrants, etc ;
 - Paiement de la cotisation au sein de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) ;
 - ...

04 – HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

- Procédures sur le contentieux électoral sous différentes formes (affiches, bandes dessinées, spots, manuels) ;
 - Développement de l'application pour le traitement des élections législatives ;
 - Formations de 98 cadres et agents sur les législatives ;
 - Participations au Symposium du bureau du Commissaire électoral de la République de Maurice ; au 8ème Congrès Triennal de l'Association des Cours Constitutionnelles ayant en partage l'usage du Français (ACCPUF) CANADA Montréal 26.04. Au 07.05.19 ; et au 5ème Congrès de la Conférence des Juridictions Constitutionnelle Africaines CJCA à Luanda, Angola du 08 juin au 13 juin 2019 ;
 - Organisation de trois (3) sessions de formation de formateurs sur les cadres légaux et réglementaires des élections ;
 - Formation de 10 utilisateurs du logiciel de traitement de données des législatives ;
 - 16 Décisions adoptées, 52 Arrêts rendus, 11 avis émis ;
 - ...

05 – PRIMATURE

- Visite des hôpitaux et des centres de prise en charge et traitement des toxicomanes, suivi d'un atelier de formation par la Commission de l'Union Africaine dans le but de renforcement des capacités de recherche et de la collecte des données pour la prévention de la consommation et le traitement de drogues en Afrique (C.I.C.L.D) ;
 - Réunion de travail avec les entités de prévention, de prise en charge et de traitements des toxicomanes pour l'organisation de la collecte des données demandées par la Commission de l'Union Africaine en vue de la mise en place d'un réseau épidémiologique de la drogue à Madagascar (C.I.C.L.D) ;
 - Etablissement et transmission de 03 notes d'informations et de renseignements sur le trafic de drogue à SEM le Premier Ministre, concernant : l'arrestation de trafiquant pour détention et consommation de cannabis : 110 - l'arrestation de trafiquant pour détention et vente de 271 tiges de cannabis - l'arrestation d'un baron du trafic de drogue avec 6 personnes et saisie des 46 kg d'héroïne découverte à bord d'un véhicule 4X4 à Toamasina (C.I.C.L.D) ;
 - Mise à jour de 40 ouvrages inventoriés sur le site intranet de la Direction des Archives Nationales (D.A.N) ;
 - Enregistrement de 247 décrets et note de conseil dans le logiciel i-log (D.E) ;
 - Prise en charge de 8540 enfants modérément malnutris au niveau communautaire (O.N.N) ;
 - Suivi et promotion de la croissance des enfants moins de 5 ans au niveau des sites de nutrition communautaire dans les 22 régions (O.N.N) ;
 - Organisation d'un atelier de validation nationale du rapport biennal a été effectuée le vendredi 21 juin 2019, réunissant toutes les entités telles que Ministères, Partenaires Techniques et Financiers, ONGs et Projets, sources des données et informations recueillies pour la consolidation dudit rapport (P.P.A.D.R) ;
 - Diffusion de 16 infos hebdomadaires présentant l'évolution des prix du riz (P.P.A.D.R) ;
 - Réalisation de 3 réunions de travail avec les entités de répression : Forces de l'ordre (Gendarmerie Nationale, Police Nationale, Administration Pénitentiaire et Douanes) (C.I.C.L.D) ;
 - ...

06 – CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY

- Rencontre avec le Responsable du Haut-Commissariat du Droit de l'Homme (HCDH) à propos des projets de consolidation de la paix, de la sécurité et du développement ;
 - Collaboration avec le Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation pour l'élaboration du projet du ""Dinabe"" en vue de l'instauration de la paix durable ;
 - Explication et sensibilisation du “Dinan’i Melaky tsy mimpoly (tsy mandefitra- malay ratsy)” par le CFM du Faritany de Mahajanga, présidées par le Conseiller MOHAMADY Sakra” ;
 - Contribution à la mise en place d'un espace de dialogue dénommé “Sehatra Ifampiresahana Faritany Fianarantsoa 'SIFF)" par le CFM du Faritany de Fianarantsoa ;
 - Organisation d'une conférence-débat sur le « SOATOVINA MALAGASY ET LA REFONDATION DE LA NATION ET DE LA RÉPUBLIQUE » Centre social ARRUPE, EKAR Faravohitra par la Commission Refondation de la Nation et de la République ;
 - Collaboration avec la CENI sur la formation de l'OVEC et ses démembrements ;
 - Distribution du flyers intitulé "Fifidianana ao anaty Fihavanana " basé sur la bonne conduite des candidats et leurs sympathisants et explication de son contenu ;
 - Collaboration avec le Secrétaire d'état de la Gendarmerie pour résoudre le problème du "Foko ZAFISORO" ;
 - Médiation sur la résolution des troubles survenus à « l'INSTITUT SUPÉRIEUR DE TECHNOLOGIE AMBOSITRA » ;
 - ...

07 – COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

- Passation des marchés pour l'acquisition des matériels électoraux ;
- Arrêtage définitif de la liste électorale pour les élections ;
- Impression de la liste électorale définitive pour les 25 388 bureaux de vote ;
- Acquisition des matériels informatiques pour les élections législatives 2019 ;
- Réalisation de tous les ateliers régionaux d'un cadre de concertation multi-acteurs combiné avec la formation des formateurs sur le fonctionnement des bureaux de vote et la Section de Recensement Matériel des Votes (SRMV) ;
 - Réalisation de la formation sur l'Organe de Vérification et d'Enregistrement de Candidatures (OVEC) ;
 - Réalisation du processus électoral (députations) ;
 - Proclamation des résultats provisoires des élections législatives ;

- Communication permanente sur les activités de la CENI par le biais de l'émission « Olom-pirenena aho » ;
- ...

91-HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT

- 32 Saisines sur abus de pouvoirs ;
- 15 Saisines sur promotion des droits et libertés, dont conflit au sein de Kraoma SA et OMACI ;
 - 5 Saisines sur les forces militaires ;
 - 2 Auto-saisine sur une institution et établissement public ;
 - Sensibilisation et interpellations sur le rôle des médias : Regroupement de l'ensemble de la presse nationale malgache au siège du HCDDDED le 8 février 2019 ;
 - Proposition de Réformes sur l'industrie médiatique, fonctionnement et indépendance des médias : auto-saisine sur la " Démocratie et liberté de la presse : L'information et la communication ne doivent être réduits à la seule dimension commerciale" ;
 - 20 Nombre d'interventions positives sur les responsables publics ;
 - 1 interpellation sur accessibilité et la fiabilité des services publics ;
 - Traitement 118 dossiers, dont 45 dans la prison de Moramanga, et 73 dans la prison d'Ambatondrazaka (Prison Moramanga, commissariat Moramanga, Police ferroviaire Moramanga, Parquet Moramanga, Parquet Ambatondrazaka, Direction Régionale de la Pénitentiaire Ambatondrazaka, Prison Ambatondrazaka, Commissariat Amparafaravola, SSD Amparafaravola, CSB Tanambe, Quartier Tanambe...) ;
 - 25 recours juridictionnels pour les victimes d'une violation des Droits de l'homme ;
 - 2 auto-saisines sur le traitement avec dignité de personnes privées de sa liberté : ("Les sanctions alternatives à l'emprisonnement" et " Le droit à la défense, une bataille quotidienne") ;
 - ...

92-COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME

- Participation à la Conférence des Etats de l'Afrique de l'Est sur "l'Etat de Droit" ;
- Participation à la journée "Madagascar, non-violence" ;
- Diffusion de la brochure sur les procédures de traitement des plaintes au niveau de la CNIDH ;
 - Création et opérationnalisation du Site web de la CNIDH ;

- Poursuite de la Campagne de sensibilisation générale, descentes effectuées dans les chefs-lieux de 21 régions/22 ;
- Sensibilisation aux droits de l'Homme et renforcement de capacités auprès des autorités locales et des organisations de la Société civile lors de la campagne de sensibilisation générale ;
- Visite de la maison de force de Tsiafahy ;
- Traitement et résolution d'une dizaine de plaintes par mois ;
- ...

93- HAUTE COUR DE JUSTICE

- Pas d'informations

ACTIVITES DES MINISTERES DE SOUVERAINETE (MAE-MDN-SEMDNG-MID-MSP-MINJUS) :

11 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

- Visite officielle de la délégation malagasy à Paris, France /Rencontre du PRM avec le SG de la Francophonie (31 Mai 2019) ;
- Célébration du Centenaire de l'OIT à Madagascar dans le cadre du programme 24H Chrono de l'OIT (11 Avril 2019) ;
- Participation de Madagascar au Forum UNESCO-Afrique-Chine sur le renforcement des capacités et la coopération sur le Patrimoine mondial (09 au 11 Avril 2019) et à la Conférence Internationale sur l'Eau (13 au 14 Mai 2019) ;
-
- Participation d'une délégation malagasy conduite par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable à la 14ème session du Forum des Nations Unies pour les Forêts (FNUF) à New York (06 au 10 Mai 2019) ;
- Déploiement de six (06) agents de l'Etat au sein des Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies ;
- Participation d'une délégation malagasy conduite par Monsieur Le Président de la République à la célébration du centenaire de l'OIT lors de la 108ème CIT à Genève, Suisse (10 au 11 Juin 2019) ;
- Régularisation de paiement de bourses des étudiants Malagasy au Maroc ;

- Visite de Madame Thérèse Ann Dong Jatta, Directrice Régionale de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est. (07 au 10 Mai 2019) et de Madame Leila Pakkala, Directrice Régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et Australe à Madagascar (08 au 10 Mai 2019) ;
- Mission d'information et de contact de la Francophonie (MIC), conduite par Monsieur Laurent KAVAKURE (24 au 30 Mai 2019) ;
- Visite de Madame Ursula Mueller, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies aux Affaires Humanitaires, Coordinatrice adjointe des secours d'urgence à Madagascar (02 au 05 Juin 2019) ;
- ...

12 – MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Acquisition de 16 motocyclettes, de 5 aéronefs, de 36 véhicules légers tactiques polyvalents non-protégés ;
- Préparatifs et organisation de la célébration du 59ème anniversaire de l'indépendance et celui des Forces Armées ;
- Elaboration des nouveaux textes régissant la condition de militaire (PGA) ;
- Participation exercice de simulation de « L'OLEP » à NOSY-BE ;
- Patrouille et essai en rade suivi instruction stagiaire « BAT PONT », au large de NOSY-BE, patrouille et pré-positionnement ZMPI OUEST ;
- Participation exercice militaire régional « VARATRAZA 2019 » aux alentours de rade ANTSIRANANA ;
- Transfert du Vedette MLB 44F V12 et MAZAVA 4 vers nouveaux détachement marine à FORT-DAUPHIN ;
- Visite et contrôle du navire « THORCO RAFFLES » au large du BESALAMPY, assistance et escortes d'un Navire de la Marine Nationale Française « FLF SURCOUF » au port de commerce Antsiranana ;
- Dotation des lits superposés : l'orphelinat militaire, les centres d'instruction militaire, les Corps de Troupe et les lieux de détachement (1°BIA) ;
- ...

13 – SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE

- Poursuites de vol de bœufs, identification et Contrôle les lieux de blanchiment et de cache des bœufs volés, taux de récupération des bœufs volés 4605/6024, taux de réalisation 76,44%. Dahalo arrêtés : 391, tués : 37 ;

- Contrôle la circulation et la commercialisation des bœufs, nombres 13549/13593 ;
- Traitement des plaintes contre le personnel de la GN : 219/244 ;
- Répression des cas de corruption dénoncés ou faisant objet de plainte : 240/241 ;
- Patrouilles et interventions dans cadre MO : 1261/1261 ;
- Opérationnalisation de l'unité spéciale dans le sud (USAD) ;
- Couverture des circonscriptions par des dispositifs statiques et mobiles ;
- Promotion de l'auto défense villageoise (Nombre de quartiers mobiles formés): 2677/2677 ;
- Démantèlement des réseaux de trafics d'Armes à feu (Nombre d'arrestation :29/29, Armes saisis 24/24, armes récupérer (AG/ 49, FC:11) ;
 - Services de polices de la route et de barrages sur les grands axes routiers, accident de circulation (accidents corporels : 215, accidents matériel : 52, arrêtes) ;
 - Surveillance des littoraux marins contre le crime transnational, le terrorisme et les trafics divers (nombre de surveillances côtières effectuées : 363/459) ;
 - Opérations contre les stupéfiants : nombre d'opérations effectuées : 23/23 ; Quantités de stupéfiants saisis : cannabis : 2236 Kg - Alcool : 3965L - Tabac :1370Kg, Nombre de trafiquants et/ou complice arrêtés :112 ;
 - ...

14 – MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

- Appui à la préparation des législatives ;
- Evaluation approfondie multisectorielle de la sécurité alimentaire Vatovavy Fitovinany ;
- Préparation en communication multi risques et multi aléa Atsimo Andrefana, Boeny et Analanjirofo ;
 - Mise en place du mécanisme FBF- Boeny ;
 - Planification, mapping et la mise en œuvre de la campagne RRC- Androy ;
 - Atelier de formation AMN et IPC ;
 - Formation des partenaires sectoriels sur l'adaptation au changement climatique Projet PRCC à Mantasoa ;
 - Suivi des états des matériels EXIM BANK ;
 - Atelier de finalisation de l'analyse du Minimum Expenditure Basket (MEB) à Mantasoa ;
 - Préparation d'envoi de subvention de fonctionnement montant Ar 10 000 000 des 1695 communes 1ère tranche 2019, dossiers au niveau du Ministre pour signature ;
 - Appui au Projet PIC2-2 : renforcement des dispositifs Districts ; appui à l'opérationnalité des SLC; finalisation des TDRs de l'audit des logiciels déployés au niveau des communes en

collaboration avec le MID et le PAPSP/BM, élaboration d'un SAIC par Région sur des zones/filières ciblées, revue à la hausse du budget correspondant; rajout de 2 nouvelles activités relatives à la contribution

- du PIC à l'organisation du Forum national urbain et une étude sur l'amélioration du Fonds national Foncier ;
- Mission de suivi de l'IGL, de SLC et de l'élaboration de PDLII dans la Région Androy ;
- Mise en place et opérationnalisation de 110 Structures Locales de Concertation (SLC) au niveau de 110 Communes (Régions Atsinanana, Atsimo Andrefana et V7V) ;
- Mission de suivi de projets débutée dans les CTDs cibles sur les réformes institutionnelles et la mise en place d'un centre d'apprentissage moderne ;
- Intégration des agents centraux dans l'application AUGURE ;
- Formation dans le cadre du projet "GARD" ;
- ...

15 – MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

- Réception de 4613 affaires dont 2536 élucidées ;
- 65 cas de vols à main armée, 06 armes à feu saisies avec 13 munitions tous calibres confondus, 05 cas de kidnapping enregistrés, 24 cas des associations des malfaiteurs démantelés, 61 crimes de enregistrés ;
- Récupération de 11 bovidés sur les 19 volés traités au niveau de la DPJ ;
- Saisie de 361.225 kg de cannabis et 2644 litres d'alcool frelatés, 321 kg de tabacs et 33 grammes d'héroïne au niveau de la DPJ ;
- 69.19% d'élucidation sur les affaires de la violence basée sur le genre dont 301 traités sur les 435 reçus avec 395 personnes arrêtées dont 113 MD et 282 LP ;
- Délivrance de 15341 passeports et renouvellement de 33990 visas non immigrés délivrés et 422 visas prorogés ;
- Contrôles et visites de 5 sociétés gérées par des étrangers, 1874 opérations de surveillance et contrôle de salle des jeux ;
- Enregistrement de 03 cas relatifs aux traites de personne avec 05 placés sous mandat de dépôt et 01 LP ;
- Formation de 337 Policiers sur les diverses thématiques ;
- Nominations et mise en place d'une partie des 17 Directeurs Régionaux de Sécurité Publique ;
- Formation des 1150 policiers en cours au niveau des deux écoles ;

- 92 personnels de la Police nationale sensibilisés dans le cadre de l'éthique et de la déontologie et de la discipline ;

- ...

16 – MINISTERE DE LA JUSTICE

- Lancement de la nouvelle diète carcérale dans les Établissements Pénitentiaires pour l'amélioration des conditions de détention en milieu carcéral ;

- Mise en œuvre des activités de réinsertion sociale des personnes détenues, notamment par l'exécution des conventions signées avec les partenaires techniques et financiers de l'Administration Pénitentiaire ;

- Renforcement des capacités des membres du personnel pénitentiaire à travers des ateliers d'échanges, des sessions de travail avec des experts nationaux et internationaux et une visite d'études à l'ENAP France ;

- Inauguration des bâtiments annexes des TPI de Maevatanana et Toamasina (salle d'audience, salle d'archives, salle pour traitement des casiers judiciaires) ;

- Lutte contre les vindictes populaires à travers les ateliers de sensibilisation ;

- Redynamisation de la Cellule de Veille Stratégique (CVS) chargée de mettre en place des plans d'actions visant à renverser le ratio condamnés/prévenus ;

- Régularisation du terrain destiné à la réalisation du projet de construction d'une nouvelle prison de haute sécurité à Arivonimamo ;

- Lancement officiel et démarrage des activités de lutte contre toute forme de corruption et d'éradication des rabatteurs dans le palais de justice et les établissements pénitentiaires d'Antananarivo ;

- Promotion de la "Culture de l'excellence" par la remise de trophées aux juridictions méritantes ;

- 59 arrêts définitifs ont été sortis par la Cour des Comptes et les Tribunaux financiers au deuxième trimestre ;

- Audits de performance réalisés au niveau du SAMVA et du Service du domaine en matière de la lutte contre la corruption ;

- Participation à divers ateliers sur la lutte contre la corruption, le conseil des vérificateurs de l'Union Africaine, les ISC, le contrôle des ordonnateurs, la mise en œuvre et évaluation de l'ISSAI, le forum anti-corruption en Afrique ;

- ...

ADMINISTRATIONS GENERALES (MEF-MTEFPLS-MCC)

21 – MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- Rapprochement des factures impayées du Ministère de l'Economie et des Finances au niveau de l'AIRMAD, JIRAMA et de la DIN ;
- Signature de financement avec FID : 100 Millions USD pour l'appui budgétaire programmatique et le secteur énergie ;
 - 5ème Revue de la FEC le 28 Mai au 12 Juin avec l'Appui budgétaire de 100 Millions USD ;
 - Signatures de dons de : 90 Millions USD relatif au projet de Filets Sociaux de Sécurité (FID), 500 Millions USD pour la lutte contre l'épidémie de rougeole ;
 - Elaboration et mise en place de la Loi de Finances Rectificatives (Ordonnance N° 2019-005 du 28 Mai 2019) ainsi que les différents Décrets et Arrêtés subséquents : Décret N° 2019-1067 du 28 Mai 2019 portant la Répartition crédit LFR 2019, Arrêté N° 11134/2019 du 31/05/2019 portant Ouverture des crédits au niveau du Budget d'exécution, Circulaire n°002-MEF/SG/DGAFG/DB/SSB du 31 Mai 2019 relative à l'exécution de la Loi de Finances rectificative ;
 - Elaboration du Guide de l'Exécution Budgétaire et préparation des formations y afférentes ;
 - Recouvrement des recettes fiscales de la Direction Générale des Impôts du Premier Semestre 2019, d'un montant de 1 469,27 Milliards Ar soit 46,30 % de la prévision annuelle (3 173 Milliards Ar), dont réalisations trimestrielles d'un montant de 825, 91 Milliards Ariary soit 101,74 % de la prévision trimestrielle (811,78 Milliards Ar) : Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés d'un montant de 262,29 Milliards Ariary soit 17,85 % ; Taxe sur Valeur Ajoutée d'un montant de 482,6 Milliards Ariary soit 32,85 % ; Impôt sur les Revenus d'un montant de 414,17 Milliards Ariary soit 28,19 % ; Droit d'Accise d'un montant de 199,09 Milliards Ariary soit 13,55 % ; Autres d'un montant de 111,12 Milliards Ariary soit 7,56 % ;
 - Implantation du nouveau système de dédouanement SYDONIA WORD le 01 Avril 2019 ;
 - Assistance aux Communes Rurales : nominations de trésoriers communaux dans 1588 sur 1 589 avec formations des personnes ressources sur l'établissement des comptes administratifs : Mahajanga (Ambato-Boeni et Marovoay): du 04 au 06 Février 2019, Avaradrano : du 04 au 06 Mars 2019, Atsimondrano : du 11 au 13 Mars 2019, Antsiranana (Ambanja, Ambilobe et Antsiranana II) : du 18 au 20 Mars 2019 ;
 - Réforme de la gestion des ressources humaines de l'Etat avec le Ministère du Travail, de l'emploi, de la fonction publique, et des Lois Sociales (MTEFPLS) : uniformisation par présentation et mise en place aux différents responsables des institutions et ministères du logiciel AUGURE ;

- Cadrage macroéconomique du PEM avec premier draft ;

32- MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE

ET DES LOIS SOCIALES

- Visa de 5318 permis et contrats de travail des travailleurs déplacés régularisés, contrôles effectués visés par l'EDBM et DMP (Direction de la Migration Professionnelle) ;
- Codifiés et numérisés 1 500 actes ;
- Formation initiale à l'ENAM et à l'INFA : la promotion HARENA en cours de rédaction de mémoire et la promotion HARENA en cours de stage d'imprégnation ;
- 4000 actifs ciblés (renforcement des capacités des actifs : jeunes, sans emploi, salariés) ;
- 5050 jeunes chômeurs qualifiés en emploi potentiel (objectifs atteints durant le salon de l'emploi « Sera B ny Asa ») ;
- 25% d'engagements respectés (Ratification des conventions internationales du travail finalisé : Convention n°143, 181, 189, 151,154 et protocole n° 29 ratifiés par l'Etat Malagasy ;
- Décentes et 2250 contrôles sur pièces effectuées concernant la gestion de la migration nationale et transnationale liée au travail, Entrée et sortie des travailleurs déplacés régularisés et contrôlés) ;
- 80% de participation des entités concernées par le PPTD (Synergies de la mise en œuvre du programme pays pour le travail décent) ;
- ...

37-MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

- Participation à la journée citoyenne de nettoyage mensuelle "TAGNAMARO" deuxième édition à l'EPP AMBOHIPO, troisième édition à EPP FLACOURT Andafiavaratra et Ambavahady mitafo, quatrième édition ;
- Réhabilitation et nettoyage du FASAN-DRAINIRO ;
- Exposition photos d'archives sur l'évènement 29 mars 1947 sur le thème de « Tolompanafahana, taratry ny Hambom-pom-pirenena, antoky ny Fandrosoana » et sur la célébration du 59ème de l'Indépendance sur le thème : « Malagasy aho, tia Fandrosoana, tia ny Tanindrazako » ;
- Animation culturelles en collaboration avec les partenaires du CEMDLAC, Jeu KALAZA et ANGANO avec la participation de NY EJA et l'Ecole Primaire Public Mahamasina, Tsimbazaza ;
- Porte ouverte sur le livre : expositions et animations à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du livre et du droit d'Auteur /exposition et conférence : «

Hasin' Andrianampoinimerina » animée par PANAHA et réouverture du Musée du Palais d'Andafiavaratra ;

- Séminaire « mise en réseaux des patrimoines iconographiques de l'Océan Indien » à La Réunion, atelier plénière de C42 Internationale des Libraires Francophones (A.I.L.F.) et atelier de formation

- interne des Agents en Lettres Administratives et Fiches techniques et en Bibliothéconomie (Catalogage) ;

- Diffusion des résultats provisoires de l'élection législative sur autorisation de la CENI Régionale ;

- Séance d'information sur la "Code de la Communication Médiatisé"/Atelier de concertation sur les droits des journalistes régionaux sur les missions extérieures et la révision à la hausse du taux de salaire des agents de la Communication ;

- ...

IV. SYNTHÈSE

Tel que présenté par la DGFAG durant la rétrospective de ce deuxième trimestre, l'exécution du Budget Général a atteint un taux d'engagement de 22,44% et la performance dans l'atteinte des indicateurs de résultat un taux de 38%. Quant à leurs tours, la DGD et la DGI ont rapporté que le taux de réalisation des recettes fiscales est de 101%.

Ainsi certaines mesures d'accélération ont été préconisées pour améliorer davantage ces résultats. Ces dispositions concernent le processus de l'exécution et se rapportent entre autre :

- à la régularisation au plutôt des BCSE 2018 afin d'éviter le blocage des engagements ;
- à la nomination des acteurs budgétaires qui ne doit pas constituer un facteur de blocage à l'exécution ;
- au lancement des procédures de passation des marchés publics dans un délai plus bref ;

L'atelier de la revue de l'exécution budgétaire a également été l'occasion pour la DGFAG de faire une mise au point sur la nouvelle réforme du suivi impliquant l'utilisation de l'outil SIIGFP. Cette réforme cadre dans le renforcement de la culture de résultats, de la transparence et de redevabilité, ainsi qu'une gestion axée sur les résultats au sein de toute l'Administration Publique. Mais surtout, de l'amélioration de la Gestion des Investissements Publics.

Avant ses mots de clôture, le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances a rappelé la préparation prochaine du CDMT 2020-2022, inscrit dans la logique des produits et districts cibles, et l'importance du dialogue de gestion entre les Institutions & Ministères et le Ministère de l'Economie et des Finances.

V. ANNEXES

1- REALISATION PAR GRANDES RUBRIQUES

(En milliers d'Ariary)

BUDGET	CATEGORIE	RUBRIQUE	LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX (%)	
Budget Général	OPERATIONS COURANTES - DETTE PUBLIQUE	Dettes	416 715 239	432 693 319	432 693 319	320 403 875	74,05	
	OPERATIONS COURANTES - SOLDES	Solde	2 407 200 000	2 360 400 000	2 360 400 000	1 076 535 557	45,61	
	OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES	Biens et Services	636 725 600	1 078 465 899	1 078 465 899	66 914 529	6,20	
		Indemnités	210 000 000	215 000 000	215 000 000	53 976 718	25,11	
		Transferts	1 285 470 000	1 323 470 000	1 323 470 000	347 650 661	26,27	
	Total OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES			2 132 195 600	2 616 935 899	2 616 935 899	468 541 907	17,90
	OPERATIONS COURANTES STRUCTURELLES	Biens et Services	8 400	-	-	-		
	OPERATIONS D' INVESTISSEMENT	PIP sur Financement Externe	2 346 615 000	2 180 507 000	2 180 507 000	99 799 159	4,58	
		PIP sur Financement Interne	1 263 549 000	1 537 349 000	1 537 349 000	83 118 532	5,41	
	Total OPERATIONS D' INVESTISSEMENT			3 610 164 000	3 717 856 000	3 717 856 000	182 917 692	4,92
Total Budget Général			8 566 283 239	9 127 885 218	9 127 885 218	2 048 399 031	22,44	
Budget annexe	OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES	Biens et Services	18 490 700	18 490 700	18 490 700	2 320 923	12,55	
		Indemnités	13 409 100	13 409 100	13 409 100	3 529 266	26,32	
		Transferts	415 500	415 500	415 500	35 697	8,59	
	Total OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES			32 315 300	32 315 300	32 315 300	5 885 886	18,21
	OPERATIONS D' INVESTISSEMENT	PIP sur Financement Interne	11 699 750	11 699 750	11 699 750	890 303	7,61	
Total OPERATIONS D' INVESTISSEMENT			11 699 750	11 699 750	11 699 750	890 303	7,61	
Total Budget annexe			44 015 050	44 015 050	44 015 050	6 776 189	15,40	
Compte particulier du Trésor	OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES	Biens et Services	322 905 889	322 015 813	322 015 813	18 153 834	5,64	
		Indemnités	20 751 710	21 060 096	21 060 096	6 126 118	29,09	
		Transferts	666 655 786	666 663 786	666 663 786	306 839 150	46,03	
	Total OPERATIONS COURANTES - HORS SOLDES			1 010 313 385	1 009 739 695	1 009 739 695	331 119 102	32,79
	OPERATIONS D' INVESTISSEMENT	PIP sur Financement Externe	171 615 000	161 820 000	161 820 000	30 276 832	18,71	
Total OPERATIONS D' INVESTISSEMENT			171 615 000	161 820 000	161 820 000	30 276 832	18,71	
Total Compte particulier du Trésor			1 181 928 385	1 171 559 695	1 171 559 695	361 395 934	30,85	
Dettes Publiques	OPERATIONS DE FINANCEMENT	Autres Financements	3 166 238 568	3 478 665 900	3 478 665 900	996 019 166	28,63	
	Total OPERATIONS DE FINANCEMENT			3 166 238 568	3 478 665 900	3 478 665 900	996 019 166	28,63
Total Dettes Publiques			3 166 238 568	3 478 665 900	3 478 665 900	996 019 166	28,63	
Total général			12 958 465 242	13 822 125 863	13 822 125 863	3 412 590 320	24,69	

2 - REALISATION EN DEPENSES DE SOLDE

(En milliers d'Ariary)

BUDGET GENERAL		SOLDE				
INSTITUTIONS/MINISTERES		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX (%)
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	11 293 496	11 293 496	11 293 496	4 403 246	38,99
05	PRIMATURE	10 174 180	9 624 561	9 624 561	3 868 829	40,20
11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	47 558 154	36 914 416	36 914 416	21 135 588	57,26
12	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	206 591 537	205 591 537	205 591 537	90 814 550	44,17
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE CHARGÉ DE LA GENDARMERIE NATIONALE	217 821 417	215 321 417	215 321 417	99 833 495	46,36
14	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION	32 712 452	32 595 785	32 595 785	14 445 098	44,32
15	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	120 311 143	117 244 476	117 244 476	52 837 664	45,07
16	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	112 223 069	100 989 736	100 989 736	46 113 760	45,66
21	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	362 136 278	392 671 537	392 671 537	178 829 323	45,54
32	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES	14 191 841	14 558 277	14 558 277	6 500 524	44,65
34	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	14 109 685	12 924 336	12 924 336	5 559 136	43,01
37	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE	10 052 418	10 723 085	10 723 085	4 521 497	42,17
41	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	28 358 951	29 153 496	29 153 496	11 876 283	40,74
44	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	14 043 436	13 675 696	13 675 696	6 003 757	43,90
51	MINISTÈRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES	6 825 283	6 998 914	6 998 914	2 919 403	41,71
53	MINISTÈRE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES	3 292 797	4 032 833	4 032 833	1 386 365	34,38
62	MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX PUBLICS	20 232 987	20 167 100	20 167 100	8 609 977	42,69
63	MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE	6 826 833	7 055 052	7 055 052	2 903 645	41,16
66	MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE	1 568 436	1 666 769	1 666 769	393 276	23,60
71	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	214 031 247	194 157 680	194 157 680	89 245 335	45,97
75	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	11 126 375	11 369 708	11 369 708	4 784 617	42,08
76	MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	6 297 089	6 552 089	6 552 089	2 810 434	42,89
81	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	821 959 682	791 183 394	791 183 394	362 702 226	45,84
84	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	113 461 214	113 934 610	113 934 610	54 037 531	47,43
Total général		2 407 200 000	2 360 400 000	2 360 400 000	1 076 535 557	45,61

3- REALISATION EN DEPENSES HORS SOLDE

(En milliers d'Ariary)

BUDGET GENERAL		HORS SOLDE				
INSTITUTIONS/MINISTERES		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX (%)
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	67 220 847	68 854 028	68 854 028	26 177 908	38,02
02	SENAT	33 623 000	22 091 333	22 091 333	9 541 550	43,19
03	ASSEMBLEE NATIONALE	58 007 000	38 592 416	38 592 416	12 654 071	32,79
04	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	8 954 000	8 587 750	8 587 750	4 382 257	51,03
05	PRIMATURE	45 602 117	40 600 659	40 600 659	11 489 014	28,30
06	CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY	7 747 000	7 194 332	7 194 332	2 960 246	41,15
07	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	11 878 890	11 441 167	11 441 167	3 247 350	28,38
11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	26 130 000	24 469 584	24 469 584	5 246 644	21,44
12	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	46 510 000	53 426 278	53 426 278	6 081 883	11,38
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE CHARGÉ DE LA GENDARMERIE NATIONALE	27 573 571	29 627 804	29 627 804	8 365 337	28,23
14	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION	157 187 032	167 575 815	167 575 815	11 793 043	7,04
15	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	21 495 367	20 600 682	20 600 682	1 472 903	7,15
16	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	38 785 480	37 500 522	37 500 522	8 557 612	22,82
21	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	2 026 503 284	2 578 647 523	2 578 647 523	597 254 986	23,16
32	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES	9 249 849	8 432 221	8 432 221	973 129	11,54
34	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	30 159 318	20 083 342	20 083 342	2 224 460	11,08
37	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE	12 995 192	11 274 887	11 274 887	2 757 552	24,46
41	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	33 047 411	29 276 854	29 276 854	86 157	0,29
44	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	15 077 036	13 753 559	13 753 559	18 835	0,14
51	MINISTÈRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES	14 627 420	12 129 938	12 129 938	494 648	4,08
53	MINISTÈRE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES	24 439 480	23 900 605	23 900 605	1 170 915	4,90
62	MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX PUBLICS	19 983 220	19 229 657	19 229 657	1 014 268	5,27
63	MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE	26 349 450	24 015 246	24 015 246	2 017 442	8,40
66	MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE	6 926 050	6 828 966	6 828 966	1 357 942	19,89
71	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	68 726 550	64 956 101	64 956 101	7 395 969	11,39
75	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	11 094 820	18 305 440	18 305 440	8 634 343	47,17
76	MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	9 844 800	9 189 259	9 189 259	264 393	2,88
81	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	174 385 101	159 767 218	159 767 218	7 795 101	4,88
84	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	133 052 000	120 988 708	120 988 708	57 030 205	47,14
91	HAUT CONSEIL POUR LA DÉFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT	2 200 000	2 200 000	2 200 000	1 100 000	50,00
92	COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 000 000	50,00
93	HAUTE COUR DE JUSTICE	3 449 000	3 449 000	3 449 000	986 732	28,61
Total général		3 174 824 285	3 658 990 894	3 658 990 894	805 546 895	22,02

4- REALISATION EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT

BUDGET GENERAL		INVESTISSEMENT				
INSTITUTIONS/MINISTERES		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX (%)
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	99 936 000	156 992 693	156 992 693	30 838 740	19,64
02	SENAT	200 000	-	-	-	
03	ASSEMBLEE NATIONALE	1 924 550	-	-	-	
04	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-	0,00
05	PRIMATURE	143 083 000	153 790 000	153 790 000	65 911 739	42,86
06	CONSEIL DU FAMPHAVANANA MALAGASY	1 604 000	-	-	-	
07	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	32 474 000	32 474 000	32 474 000	24 656 598	75,93
11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	6 499 000	6 499 000	6 499 000	-	0,00
12	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	25 336 000	43 336 000	43 336 000	4 010 400	9,25
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE NATIONALE	38 345 000	38 345 000	38 345 000	37 980	0,10
14	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION	78 826 000	99 479 296	99 479 296	11 116 135	11,17
15	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	29 770 000	32 170 000	32 170 000	-	0,00
16	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	23 279 430	23 279 430	23 279 430	1 401 767	6,02
21	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	457 443 600	629 146 400	629 146 400	72 452 829	11,52
32	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES	5 095 000	4 046 408	4 046 408	99 180	2,45
34	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	15 713 000	14 797 500	14 797 500	54 856	0,37
37	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE	12 473 000	27 237 119	27 237 119	-	0,00
41	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	519 554 000	513 163 787	513 163 787	-	0,00
44	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	74 949 000	83 994 033	83 994 033	-	0,00
51	MINISTÈRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES	326 780 000	275 258 000	275 258 000	-	0,00
53	MINISTÈRE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES	6 878 000	5 440 000	5 440 000	732 621	13,47
62	MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX PUBLICS	1 103 093 170	963 976 652	963 976 652	14 250	0,00
63	MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE	71 922 000	81 521 750	81 521 750	867 830	1,06
66	MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE	83 222 000	12 950 000	12 950 000	-	0,00
71	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	287 748 000	287 638 000	287 638 000	1 538 593	0,53
75	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	11 941 000	45 627 248	45 627 248	221 460	0,49
76	MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME	39 241 000	38 702 000	38 702 000	-	0,00
81	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	274 927 000	301 844 816	301 844 816	-	0,00
84	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	20 102 000	18 546 618	18 546 618	129 849	0,70
93	HAUTE COUR DE JUSTICE	120 000	120 000	120 000	-	0,00
Total général		3 793 478 750	3 891 375 750	3 891 375 750	214 084 827	5,50

5- SUIVI DES ENGAGEMENTS DES PIP - PAR SOURCE DE FINANCEMENT

(En milliers d'Ariary)

BUDGET GENERAL - PIP	LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX (%)
SOURCE DE FINANCEMENT					
Ressources Propres	1 020 275 910	1 332 693 419	1 332 693 419	72 231 992	5,42
Droits et Taxes à l'Importation	58 989 740	57 662 211	57 662 211	11 302 605	19,60
Taxes sur les valeurs ajoutées	188 971 000	151 681 020	151 681 020	7 079	0,00
Fonds de Contre Valeur	7 012 100	7 012 100	7 012 100	467 160	6,66
Subventions	985 000 000	994 044 000	994 044 000	31 394 055	3,16
Emprunts Etat	1 533 230 000	1 348 283 000	1 348 283 000	98 681 936	7,32
Total général	3 793 478 750	3 891 375 750	3 891 375 750	214 084 827	5,50

6- SUIVI DES ENGAGEMENTS DES PIP - PAR REGION

(En milliers d'Ariary)

BUDGET GENERAL		PIP PAR REGION				
REGION_CODE_LIBELLE		LFI	LFR	MODIFIE	ENGAGE	TAUX (%)
00	CENTRAL	3 606 256 486	3 707 284 148	3 707 284 148	213 846 848	5,77
11	ANALAMANGA	15 172 194	12 734 855	12 734 855	-	-
12	BONGOLAVA	2 067 815	1 318 030	1 318 030	-	-
13	ITASY	2 271 201	1 788 465	1 788 465	-	-
14	VAKINANKARATRA	5 207 260	3 854 683	3 854 683	37 980	0,99
21	DIANA	10 864 205	10 560 687	10 560 687	-	-
22	SAVA	2 846 895	2 094 824	2 094 824	-	-
31	HAUTE MATSIATRA	4 519 360	2 845 213	2 845 213	-	-
32	ATSIMO-ATSINANANA	2 706 563	2 050 610	2 050 610	-	-
33	AMORON'I MANIA	2 729 310	1 997 264	1 997 264	-	-
34	IHOROMBE	2 034 420	1 434 984	1 434 984	-	-
35	VATOVAVY-FITOVINANY	3 040 830	2 627 793	2 627 793	-	-
41	BOENI	4 969 912	3 323 365	3 323 365	-	-
42	BETSIBOKA	2 169 310	1 350 884	1 350 884	-	-
43	MELAKY	2 635 268	2 049 930	2 049 930	-	-
44	SOFIA	3 700 185	2 916 718	2 916 718	-	-
51	ATSINANANA	4 380 600	5 310 853	5 310 853	-	-
52	ANALANJIROFO	3 009 696	2 294 550	2 294 550	-	-
53	ALAOTRA-MANGORO	3 430 290	2 779 452	2 779 452	-	-
61	ATSIMO-ANDREFANA	77 574 940	100 343 872	100 343 872	-	-
62	ANDROY	2 325 349	1 585 374	1 585 374	-	-
63	MENABE	26 693 411	17 094 212	17 094 212	199 999	1,17
64	ANOSY	2 873 250	1 734 984	1 734 984	-	-
Total général		3 793 478 750	3 891 375 750	3 891 375 750	214 084 827	5,50